

# **RAPPORT ANNUEL**

## **2024**

|                                                                                      |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. LE RAPPORT DE GESTION</b>                                                      | <b>4</b>  |
| <b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE</b>                                                         | <b>5</b>  |
| <b>FINANCEMENT DU FONDS</b>                                                          | <b>6</b>  |
| <b>GESTION ADMINISTRATIVE</b>                                                        | <b>7</b>  |
| <b>STATISTIQUES</b>                                                                  | <b>8</b>  |
| LES EMPLOYEURS                                                                       | 8         |
| LES COTISANTS                                                                        | 9         |
| LES PENSIONNÉS                                                                       | 10        |
| LE MONTANT DES PENSIONS                                                              | 10        |
| LES COTISANTS ET LES PENSIONNÉS (RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE)                           | 14        |
| <b>INDICATEURS</b>                                                                   | <b>18</b> |
| <b>PARTENARIATS</b>                                                                  | <b>20</b> |
| <b>FRAIS DE GESTION</b>                                                              | <b>24</b> |
| <b>GESTION FINANCIÈRE</b>                                                            | <b>25</b> |
| <b>ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES</b>                                                     | <b>26</b> |
| <b>II. LES COMPTES ANNUELS</b>                                                       | <b>27</b> |
| <b>LES DOCUMENTS DE SYNTHÈSE ET LE RÉSULTAT</b>                                      | <b>28</b> |
| BILAN ET COMPTE DE RESULTAT                                                          | 28        |
| BILAN ET COMPTE DE RESULTAT DÉTAILLÉ                                                 | 30        |
| RESULTAT ET RESERVES                                                                 | 33        |
| <b>ANNEXE COMPTABLE : FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POST-CLOTURE</b>          | <b>34</b> |
| FAITS CARACTERISTIQUES                                                               | 34        |
| EVENEMENTS POST-CLOTURE                                                              | 34        |
| <b>ANNEXE COMPTABLE : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES</b>                   | <b>34</b> |
| PRINCIPES GENERAUX                                                                   | 34        |
| REGLES ET METHODES ATTACHEES A CERTAINS POSTES                                       | 34        |
| <b>ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE BILAN</b>                                         | <b>36</b> |
| 1 : PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS                                           | 36        |
| 2 : CREANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHES                                          | 37        |
| 3 : CREANCES SUR ENTITES PUBLIQUES ET ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE                 | 37        |
| 4 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES                                | 37        |
| 5 : VERSEMENTS DIRECTS AUX PRESTATAIRES                                              | 37        |
| 6 : PRESTATAIRES - CHARGES A PAYER                                                   | 38        |
| 7 : COTISATIONS SOCIALES A REVERSER                                                  | 38        |
| 8 : DETTES SUR ENTITES PUBLIQUES ET ORGANISMES ET AUTRES REGIMES DE SECURITE SOCIALE | 38        |
| 9 : PRELEVEMENT A LA SOURCE                                                          | 38        |

## SOMMAIRE

|             |                                                    |           |
|-------------|----------------------------------------------------|-----------|
| 10 :        | AUTRES DETTES                                      | 38        |
| 11 :        | PRESTATIONS SOCIALES                               | 39        |
| 12 :        | CHARGES TECHNIQUES                                 | 39        |
| 13 :        | DOTATIONS ET REPRISES SUR DEPRECIATIONS TECHNIQUES | 39        |
| 14 :        | FRAIS DE GESTION                                   | 40        |
| 15 :        | COTISATIONS ET PRODUITS AFFECTES                   | 40        |
| 16 :        | TRANSFERTS ENTRE ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE    | 40        |
| 17 :        | CONTRIBUTIONS PUBLIQUES                            | 41        |
| 18 :        | RESULTAT FINANCIER                                 | 41        |
| <b>III.</b> | <b>CERTIFICATION DES COMPTES</b>                   | <b>42</b> |

# **I. LE RAPPORT DE GESTION**

### **PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

Le Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des Établissements Industriels de l'État (FSPOEIE) constitue un régime spécial de retraites.

Institué par la loi du 21 mars 1928, afin de créer un cadre commun à l'ensemble des ouvriers de l'État, il assure, selon le principe de la répartition, la couverture des risques vieillesse et invalidité des ouvriers des établissements industriels de l'État. Sa gestion est confiée à la Caisse des Dépôts par cette même loi.

Les droits des affiliés au FSPOEIE (actifs et retraités) sont fixés par décrets n°2004-1056 et n°2004-1057 du 5 octobre 2004.

Les opérations du fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels d'État (FSPOEIE) sont retracées dans le programme 742, « Ouvriers des établissements industriels de l'État », du compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » prévu dans l'article 21 de la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Une charte de gestion signée le 19 mars 2013 entre l'État et la Caisse des Dépôts fixe les règles de gestion du programme 742 et les relations fonctionnelles et opérationnelles entre le responsable du programme, la DGFIP, le centre des prestations financières du service des affaires financières et immobilières au secrétariat général des ministères économiques et financiers, le chef du service du contrôle budgétaire et comptable ministériel (CBCM) au ministère de l'Économie et des finances, la direction du budget (DB) et la Caisse des Dépôts.

Cette charte précise notamment les circuits d'information et les procédures et interactions entre les divers acteurs du programme. Cette dernière est en cours de révision.

### **FINANCEMENT DU FONDS**

Les besoins de financement du fonds sont couverts :

➤ Par les cotisations

Le taux de la retenue à la charge des ouvriers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 est fixé à 11,10 % par l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2010-1749 du 30 décembre 2010 (modifié par l'article 11 du décret n°2014-1531 du 17 décembre 2014).

Le taux de la contribution à la charge des employeurs au 1<sup>er</sup> janvier 2024 est fixé à 35,01 % (article 1<sup>er</sup> du décret n°2008-1328 du 15 décembre 2008 modifié ; indexation du taux de la contribution employeur sur le rapport entre le montant des cotisations patronales d'assurance vieillesse dues au régime général de sécurité sociale et le salaire plafond fixé par l'article D242-17 du code de la Sécurité sociale).

➤ Par une subvention d'équilibre

Celle-ci est inscrite sur les programmes ministériels rémunérant les ouvriers des établissements industriels de l'État. Cette subvention est versée par les différents ministères, selon les proportions et le calendrier suivants : 60 % au premier trimestre de l'exercice et les 40 % restants à la fin du deuxième trimestre.

➤ Par la compensation démographique

Un versement intervient au titre de la compensation généralisée vieillesse entre régimes de base de sécurité sociale.

### **GESTION ADMINISTRATIVE**

En vertu de la loi du 21 mars 1928 portant réforme des régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat et du décret n°2004-1056 du 5 octobre 2004, la gestion administrative du Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État est assurée par la Direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts qui a également en charge la gestion financière et comptable du fonds.

La charte signée le 19 mars 2013, confie notamment au gestionnaire administratif CDC :

- Les missions de recouvrement des cotisations auprès des personnes morales et physiques.
- La gestion des affiliés et le contrôle de la liquidation des pensions :
  - les opérations relatives aux ouvriers en activité relevant de tous les ministères employeurs ;
  - les opérations de contrôle de la liquidation des droits à pension et accessoires de pension des ouvriers relevant de tous les ministères employeurs dont le principal est celui des Armées.
- La gestion des pensions :
  - les actes de gestion au bénéfice des pensionnés : modifications de coordonnées bancaires et postales, attribution des minima sociaux, prélèvement des cotisations sociales... ;
  - le versement des pensions.

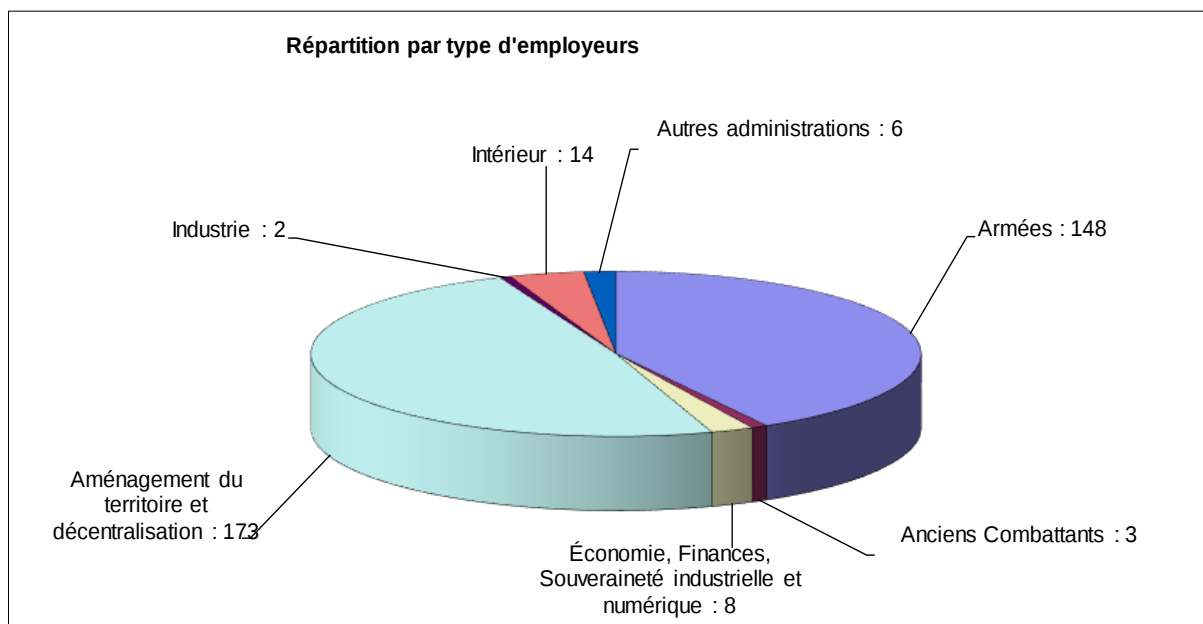
## STATISTIQUES

### LES EMPLOYEURS

Le FSPOEIE compte, au 31 décembre 2024, 354 établissements immatriculés et en activité, qui se répartissent de la façon suivante :

- Armées : 148 ;
- Transition écologique et solidaire : 173 ;
- Anciens combattants : 3 ;
- Intérieur : 14 ;
- Industrie : 2 ;
- Économie et finances 8 ;
- Autres : 6.

#### RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS PAR TYPE D'EMPLOYEURS au 31 décembre 2024



## LES COTISANTS

L'effectif cotisant décroît régulièrement depuis 1986.

Au 31 décembre 2024, l'effectif des cotisants est en baisse de 6,2 % par rapport à 2023 : les départs sont plus importants que les recrutements. Le ministère des Armées (MinArm) reste le principal employeur avec 72 % des effectifs, soit 11 586 cotisants, suivi du ministère de la Transition écologique et solidaire avec 3 728 cotisants, soit 23 % des effectifs.

Cette évolution a été accentuée par les possibilités données à certains ouvriers d'État de cesser leur activité par anticipation à partir de 52 ou 55 ans.

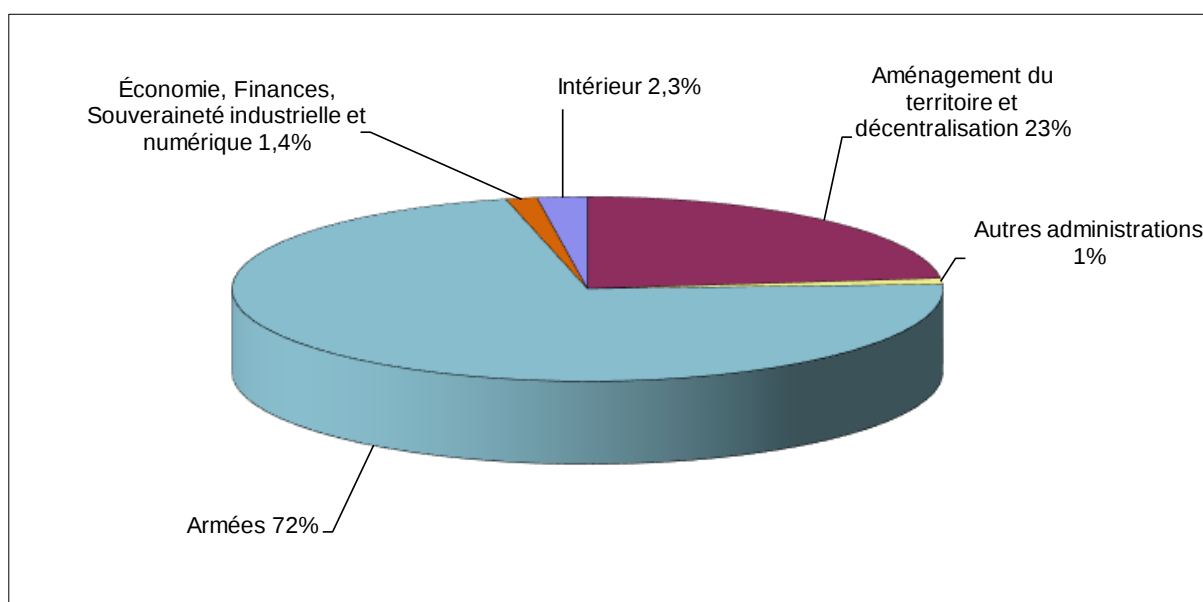
Les décrets n° 98-358 et 98-359 du 12 mai 1998 ont institué une cessation anticipée d'activité à 52 ans, particulière aux ouvriers d'État relevant de la direction des Constructions navales et de la société Giat-Industries. Cette possibilité de départ à 52 ans a été reconduite pour les ouvriers de Giat-Industries jusqu'au 31 décembre 2001 par le décret n° 2001-229 du 15 mars 2001.

Elle s'explique également par des mesures liées à la réduction ou au transfert d'effectifs, à la fermeture ou la réorganisation de certains établissements, principalement du ministère des Armées, qui emploie les trois quarts des effectifs cotisants relevant du régime.

Le FSPOEIE compte au 31 décembre 2024, 16 079 cotisants, qui se répartissent de la façon suivante :

- Armées : 72,1 %
- Aménagement du territoire et décentralisation : 23,2 %
- Intérieur : 2,3 %
- Économie, Finances, Souveraineté industrielle et numérique : 1,4 %
- Autres administrations : 1,1 %

### RÉPARTITION DES COTISANTS PAR TYPE D'EMPLOYEURS au 31 décembre 2024



## LES PENSIONNÉS

Au 31 décembre 2024, le fonds compte 88 725 pensionnés et 1 424 pensions payées sous avances.

L'effectif des pensionnés diminue légèrement en 2024 de 2,1 % (92 041 pensionnés en 2023) avec 61 977 pensions de droit direct et 26 748 pensions de droit dérivé. Les pensionnés de droit direct occupent une place prépondérante dans cette population, puisqu'ils représentent 69,9 % de l'effectif total.

Il résulte, de la plus forte baisse de l'effectif des cotisants par rapport à celle de l'effectif des pensionnés, une légère diminution du rapport démographique, qui s'établit, fin 2024, à 0,18 cotisant pour 1 retraité.

### RÉPARTITION DES PENSIONNÉS PAR NATURE DE DROIT ET PAR SEXE au 31 décembre 2024

| NATURE DE PENSION | DROITS DIRECTS |            |        | DROITS DERIVES |            |        | TOTAL      |            |        |
|-------------------|----------------|------------|--------|----------------|------------|--------|------------|------------|--------|
|                   | Vieillesse     | Invalidité | TOTAL  | Vieillesse     | Invalidité | TOTAL  | Vieillesse | Invalidité | TOTAL  |
| Hommes            | 47 943         | 2 084      | 50 027 | 716            | 330        | 1 046  | 48 659     | 2 414      | 51 073 |
| Femmes            | 10 823         | 1 127      | 11 950 | 18 838         | 6 864      | 25 702 | 29 661     | 7 991      | 37 652 |
| TOTAL             | 58 766         | 3 211      | 61 977 | 19 554         | 7 194      | 26 748 | 78 320     | 10 405     | 88 725 |

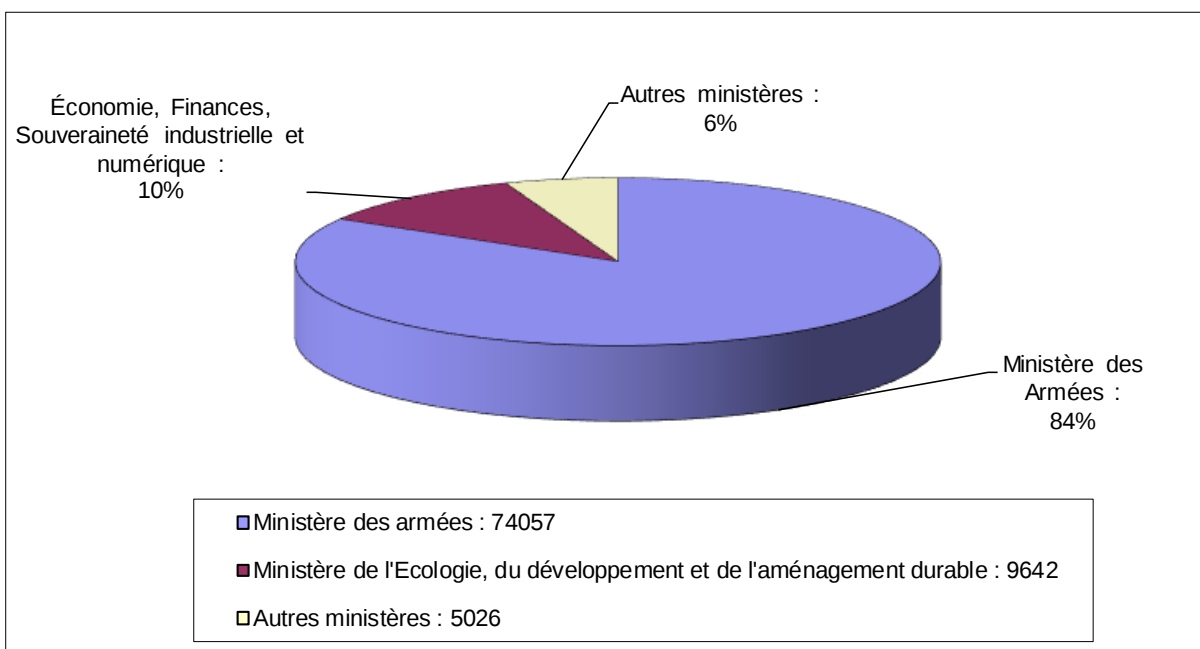
### ÂGE MOYEN DES PENSIONNÉS PAR TYPE DE PENSION, RISQUE ET SEXE au 31 décembre 2024

| Type de pension | Vieillesse |        |       | Invalidité |        |       | Total  |        |       |
|-----------------|------------|--------|-------|------------|--------|-------|--------|--------|-------|
|                 | Hommes     | Femmes | Total | Hommes     | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| Personnelle     | 74,8       | 77,1   | 75,2  | 73,3       | 78,4   | 75,1  | 74,7   | 77,3   | 75,2  |
| Veuf            | 82,0       |        | 82,0  | 77,1       |        | 77,1  | 80,5   |        | 80,5  |
| Veuve           |            | 83,5   | 83,5  |            | 79,1   | 79,1  |        | 82,4   | 82,4  |
| PPOI *          | 69,5       | 72,6   | 71,1  | 60,9       | 62,9   | 61,8  | 66,5   | 69,6   | 68,0  |
| PTOI *          | 58,0       | 64,1   | 60,8  | 53,0       | 58,6   | 55,3  | 56,2   | 62,3   | 58,9  |
| Droit dérivé    | 78,8       | 83,4   | 83,3  | 72,9       | 79,0   | 78,7  | 77,0   | 82,2   | 82,0  |
| Total           | 74,8       | 81,1   | 77,2  | 73,2       | 78,9   | 77,6  | 74,8   | 80,7   | 77,3  |

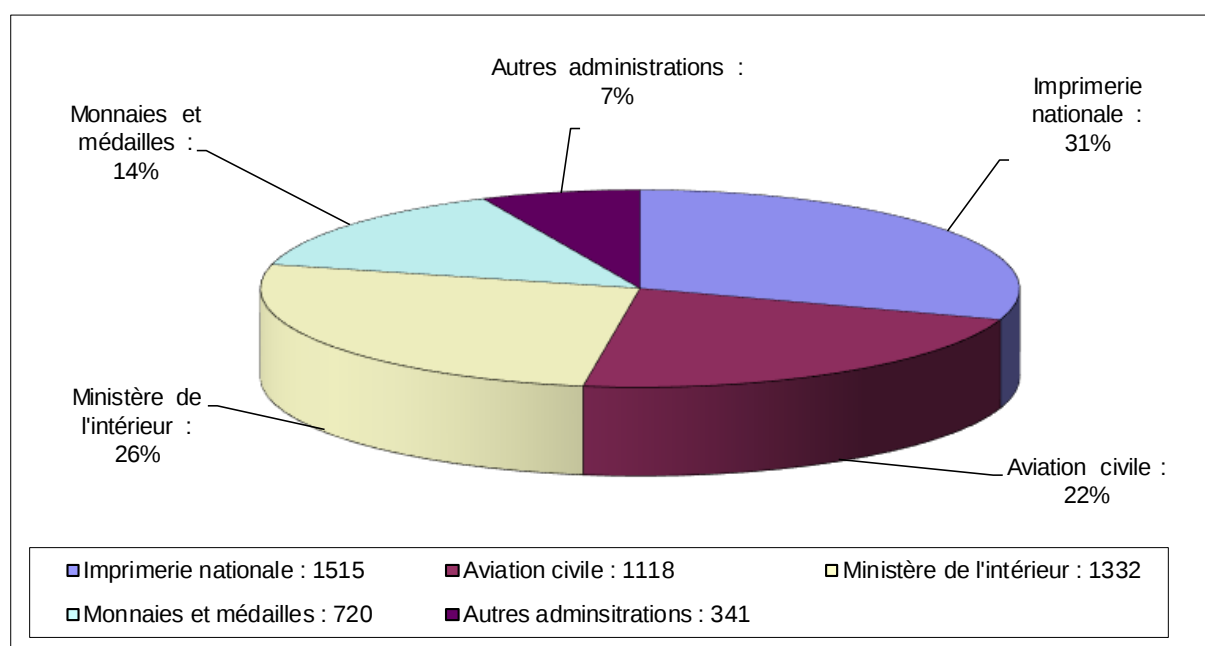
PPOI\* : Pension principale d'orphelin infirme.

PTOI\* : Pension temporaire d'orphelin infirme.

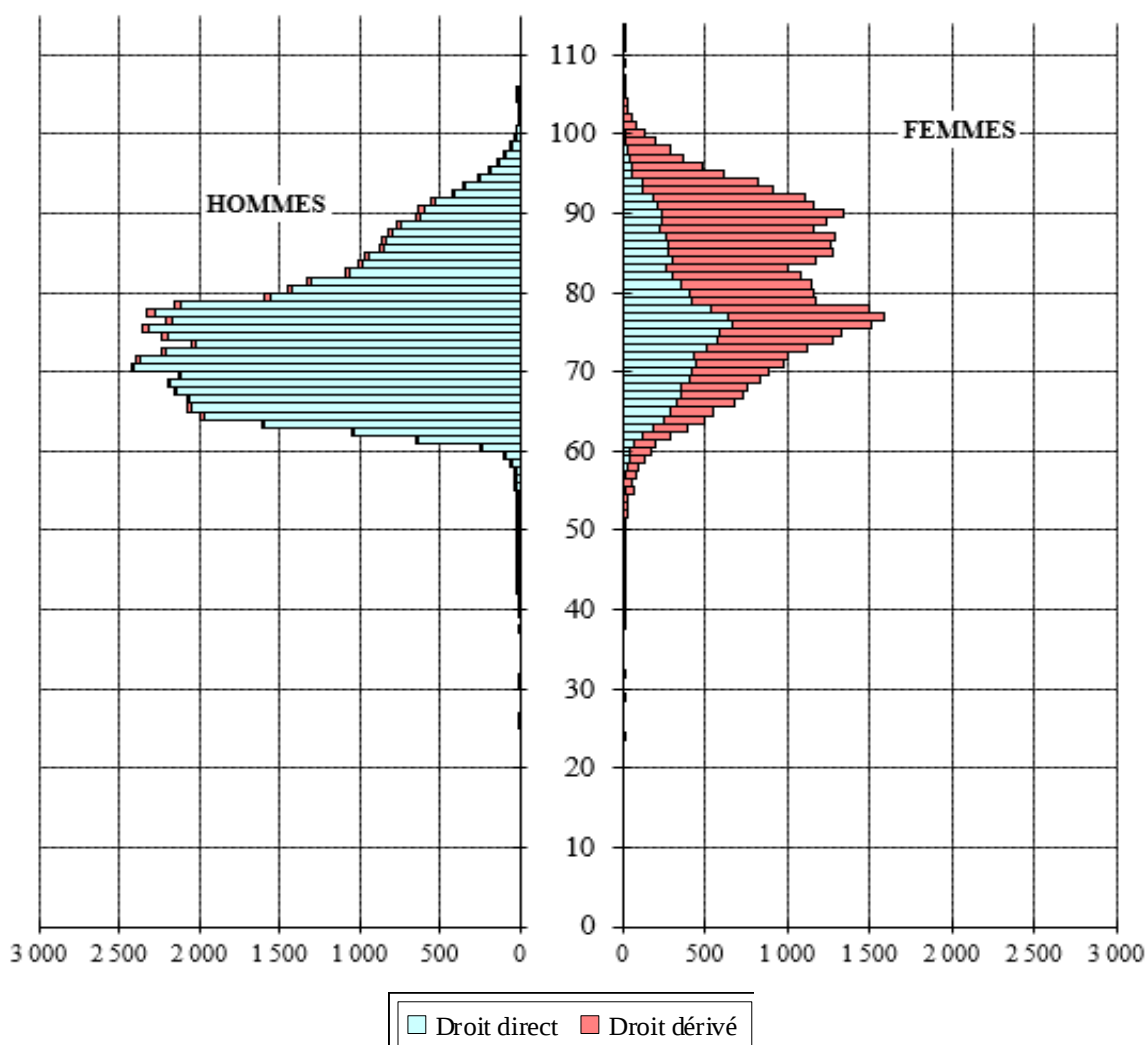
RÉPARTITION DES PENSIONNÉS PAR MINISTÈRE  
au 31 décembre 2024  
(hors avances)



RÉPARTITION DES PENSIONNÉS AU SEIN DES AUTRES MINISTÈRES  
ET ADMINISTRATIONS  
au 31 décembre 2024  
(hors avances)



PYRAMIDE DES ÂGES DES PENSIONNÉS  
au 31 décembre 2024



**LE MONTANT DES PENSIONS**

**RÉPARTITION DES PENSIONNÉS <sup>(1)</sup> PAR TRANCHE D'ARRÉRAGES MENSUELS  
ET PAR TYPE DE PENSION  
au 31 décembre 2024**

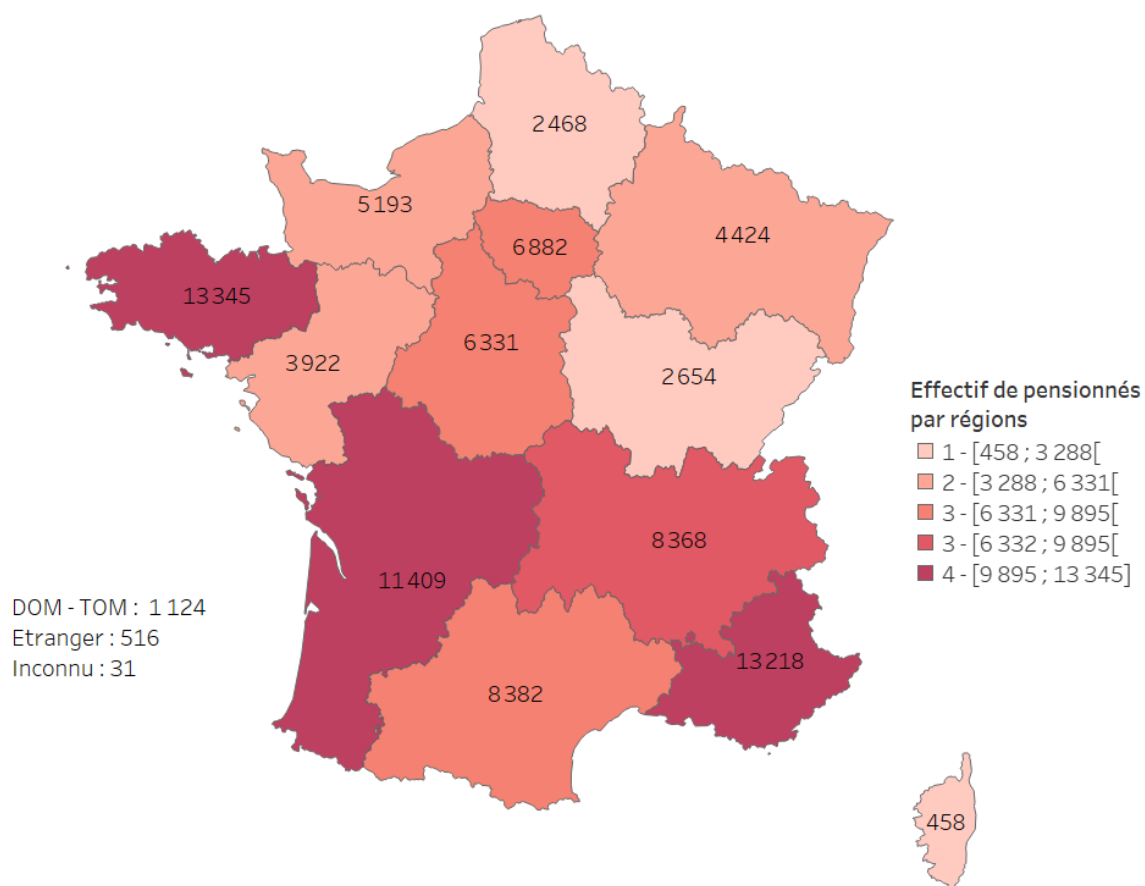
| Tranche d'arrerage mensuel | Droit Direct  |               | Droit Dérivé  |               | Totalité      |               |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                            | Effectif      | Pourcentage   | Effectif      | Pourcentage   | Effectif      | Pourcentage   |
| 0-100                      | 4             | 0,0%          | 177           | 0,7%          | 181           | 0,2%          |
| 100-200                    | 23            | 0,0%          | 289           | 1,1%          | 312           | 0,4%          |
| 200-300                    | 28            | 0,0%          | 316           | 1,2%          | 344           | 0,4%          |
| 300-400                    | 54            | 0,1%          | 477           | 1,8%          | 531           | 0,6%          |
| 400-500                    | 60            | 0,1%          | 1 047         | 4,0%          | 1 107         | 1,3%          |
| 500-600                    | 58            | 0,1%          | 2 070         | 7,9%          | 2 128         | 2,4%          |
| 600-700                    | 99            | 0,2%          | 2 612         | 9,9%          | 2 711         | 3,1%          |
| 700-800                    | 314           | 0,5%          | 2 514         | 9,5%          | 2 828         | 3,2%          |
| 800-900                    | 694           | 1,1%          | 2 499         | 9,5%          | 3 193         | 3,6%          |
| 900-1000                   | 1 069         | 1,7%          | 2 678         | 10,2%         | 3 747         | 4,2%          |
| 1000-1100                  | 1 400         | 2,3%          | 2 816         | 10,7%         | 4 216         | 4,8%          |
| 1100-1200                  | 1 692         | 2,7%          | 2 352         | 8,9%          | 4 044         | 4,6%          |
| 1200-1300                  | 2 206         | 3,6%          | 1 881         | 7,1%          | 4 087         | 4,6%          |
| 1300-1400                  | 1 914         | 3,1%          | 1 314         | 5,0%          | 3 228         | 3,7%          |
| 1400-1500                  | 2 192         | 3,5%          | 1 180         | 4,5%          | 3 372         | 3,8%          |
| 1500-1600                  | 2 163         | 3,5%          | 725           | 2,8%          | 2 888         | 3,3%          |
| 1600-1700                  | 2 562         | 4,1%          | 554           | 2,1%          | 3 116         | 3,5%          |
| 1700-1800                  | 2 854         | 4,6%          | 370           | 1,4%          | 3 224         | 3,7%          |
| 1800-1900                  | 3 221         | 5,2%          | 198           | 0,8%          | 3 419         | 3,9%          |
| 1900-2000                  | 3 324         | 5,4%          | 116           | 0,4%          | 3 440         | 3,9%          |
| 2000-2100                  | 3 523         | 5,7%          | 92            | 0,3%          | 3 615         | 4,1%          |
| 2100-2200                  | 3 525         | 5,7%          | 25            | 0,1%          | 3 550         | 4,0%          |
| 2200-2300                  | 3 500         | 5,7%          | 18            | 0,1%          | 3 518         | 4,0%          |
| 2300-2400                  | 3 082         | 5,0%          | 9             | 0,0%          | 3 091         | 3,5%          |
| 2400-2500                  | 2 940         | 4,7%          | 6             | 0,0%          | 2 946         | 3,3%          |
| 2500-2600                  | 2 463         | 4,0%          | 1             | 0,0%          | 2 464         | 2,8%          |
| 2600-2700                  | 2 075         | 3,4%          | 1             | 0,0%          | 2 076         | 2,4%          |
| 2700-2800                  | 1 948         | 3,1%          | 1             | 0,0%          | 1 949         | 2,2%          |
| 2800-2900                  | 1 925         | 3,1%          | 0             | 0,0%          | 1 925         | 2,2%          |
| 2900-3000                  | 1 704         | 2,8%          | 1             | 0,0%          | 1 705         | 1,9%          |
| 3000 et +                  | 9 321         | 15,0%         | 0             | 0,0%          | 9 321         | 10,6%         |
| <b>TOTAL</b>               | <b>61 937</b> | <b>100,0%</b> | <b>26 339</b> | <b>100,0%</b> | <b>88 276</b> | <b>100,0%</b> |

Le nombre de pensionnés retenu pour ce tableau correspond à l'effectif en paiement au 31 décembre (non compris, les pensionnés dont le paiement est suspendu).

**LES COTISANTS ET LES PENSIONNÉS (RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE)****RÉPARTITION RÉGIONALE DES COTISANTS ET DES PENSIONNÉS**  
**au 31 décembre 2024**

| REGIONS                    | COTISANTS     | PENSIONNES    |
|----------------------------|---------------|---------------|
| AUVERGNE RHONE ALPES       | 1 145         | 8 368         |
| BOURGOGNE FRANCHE COMTE    | 479           | 2 654         |
| BRETAGNE                   | 1 877         | 13 345        |
| CENTRE VAL DE LOIRE        | 360           | 6 331         |
| CORSE                      | 41            | 458           |
| DOM - TOM                  | 193           | 1 124         |
| GRAND-EST                  | 470           | 4 424         |
| HAUTS DE France            | 193           | 2 468         |
| ILE-DE-FRANCE              | 2 060         | 6 882         |
| NORMANDIE                  | 762           | 5 193         |
| NOUVELLE AQUITAINE         | 5 659         | 11 409        |
| OCCITANIE                  | 500           | 8 382         |
| PAYS DE LOIRE              | 337           | 3 922         |
| PROVENCE-ALPES-COTE D AZUR | 1 988         | 13 218        |
| ETRANGER                   | 15            | 516           |
| INCONNU                    |               | 31            |
| <b>TOTAL</b>               | <b>16 079</b> | <b>88 725</b> |

Pensionnés : hors paiement avances

**RÉPARTITION RÉGIONALE DES PENSIONNÉS au 31 décembre 2024**

# LE RAPPORT DE GESTION

## RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT au 31 décembre 2024

| DEPARTEMENTS             | NOMBRE    |            | DEPARTEMENTS             | NOMBRE        |               |
|--------------------------|-----------|------------|--------------------------|---------------|---------------|
|                          | Cotisants | Pensionnés |                          | Cotisants     | Pensionnés    |
| 01 Ain                   | 55        | 483        | 50 Manche                | 643           | 3 923         |
| 02 Aisne                 | 23        | 402        | 51 Marne                 | 50            | 679           |
| 03 Allier                | 37        | 656        | 52 Haute-Marne           | 27            | 302           |
| 04 Alpes de Hte Provence | 22        | 188        | 53 Mayenne               | 12            | 161           |
| 05 Hautes-Alpes          | 21        | 169        | 54 Meurthe-et-Moselle    | 178           | 700           |
| 06 Alpes Maritimes       | 30        | 383        | 55 Meuse                 | 16            | 175           |
| 07 Ardèche               | 21        | 202        | 56 Morbihan              | 404           | 4 156         |
| 08 Ardennes              | 17        | 97         | 57 Moselle               | 69            | 947           |
| 09 Ariège                | 16        | 170        | 58 Nièvre                | 12            | 448           |
| 10 Aube                  | 10        | 381        | 59 Nord                  | 77            | 1 053         |
| 11 Aude                  | 3         | 384        | 60 Oise                  | 44            | 288           |
| 12 Aveyron               | 22        | 162        | 61 Orne                  | 17            | 105           |
| 13 Bouches du Rhône      | 195       | 1 905      | 62 Pas-de-Calais         | 308           | 533           |
| 14 Calvados              | 23        | 392        | 63 Puy-de-Dôme           | 656           | 1 689         |
| 15 Cantal                | 30        | 137        | 64 Pyrénées-Atlantiques  | 34            | 549           |
| 16 Charente              | 113       | 1 579      | 65 Hautes-Pyrénées       | 22            | 1 813         |
| 17 Charente Maritime     | 69        | 1 161      | 66 Pyrénées Orientales   | 27            | 472           |
| 18 Cher                  | 170       | 2 387      | 67 Bas-Rhin              | 48            | 655           |
| 19 Corrèze               | 37        | 1 086      | 68 Haut-Rhin             | 31            | 277           |
| 20 Corse                 | 41        | 458        | 69 Rhône                 | 141           | 858           |
| 21 Côte-d'Or             | 62        | 526        | 70 Haute-Saône           | 31            | 249           |
| 22 Côtes-d'Armor         | 33        | 483        | 71 Saône-et-Loire        | 5             | 383           |
| 23 Creuse                | 22        | 301        | 72 Sarthe                | 20            | 914           |
| 24 Dordogne              | 24        | 556        | 73 Savoie                | 31            | 202           |
| 25 Doubs                 | 27        | 264        | 74 Haute-Savoie          | 25            | 181           |
| 26 Drome                 | 19        | 269        | 75 Paris                 | 787           | 726           |
| 27 Eure                  | 44        | 524        | 76 Seine-Maritime        | 35            | 249           |
| 28 Eure-et-Loir          | 42        | 741        | 77 Seine-et-Marne        | 62            | 803           |
| 29 Finistère             | 1 191     | 7 152      | 78 Yvelines              | 208           | 1 485         |
| 30 Gard                  | 26        | 716        | 79 Deux-Sèvres           | 11            | 288           |
| 31 Haute-Garonne         | 258       | 2 392      | 80 Somme                 | 26            | 192           |
| 32 Gers                  | 19        | 230        | 81 Tarn                  | 16            | 238           |
| 33 Gironde               | 5 161     | 3 639      | 82 Tarn-et-Garonne       | 12            | 567           |
| 34 Hérault               | 58        | 888        | 83 Var                   | 1 704         | 10 165        |
| 35 Ille-et-Vilaine       | 250       | 1 554      | 84 Vaucluse              | 16            | 408           |
| 36 Indre                 | 27        | 805        | 85 Vendée                | 34            | 608           |
| 37 Indre et Loire        | 51        | 642        | 86 Vienne                | 16            | 475           |
| 38 Isère                 | 20        | 552        | 87 Haute-Vienne          | 21            | 511           |
| 39 Jura                  | 30        | 135        | 88 Vosges                | 24            | 211           |
| 40 Landes                | 140       | 1 046      | 89 Yonne                 | 20            | 554           |
| 41 Loir et Cher          | 47        | 830        | 90 Territoire de Belfort | 6             | 95            |
| 42 Loire                 | 93        | 2 866      | 91 Essonne               | 197           | 1 424         |
| 43 Haute-Loire           | 17        | 273        | 92 Hauts-de-Seine        | 33            | 760           |
| 44 Loire-Atlantique      | 219       | 1 561      | 93 Seine-Saint-Denis     | 8             | 429           |
| 45 Loiret                | 24        | 926        | 94 Val-de-Marne          | 751           | 802           |
| 46 Lot                   | 15        | 300        | 95 Val-d'Oise            | 15            | 453           |
| 47 Lot-et-Garonne        | 11        | 218        | DOM -TOM                 | 193           | 1 124         |
| 48 Lozère                | 5         | 50         | Etranger                 | 15            | 516           |
| 49 Maine-et-Loire        | 51        | 678        | Inconnu                  |               | 31            |
|                          |           |            | <b>TOTAL</b>             | <b>16 079</b> | <b>88 725</b> |

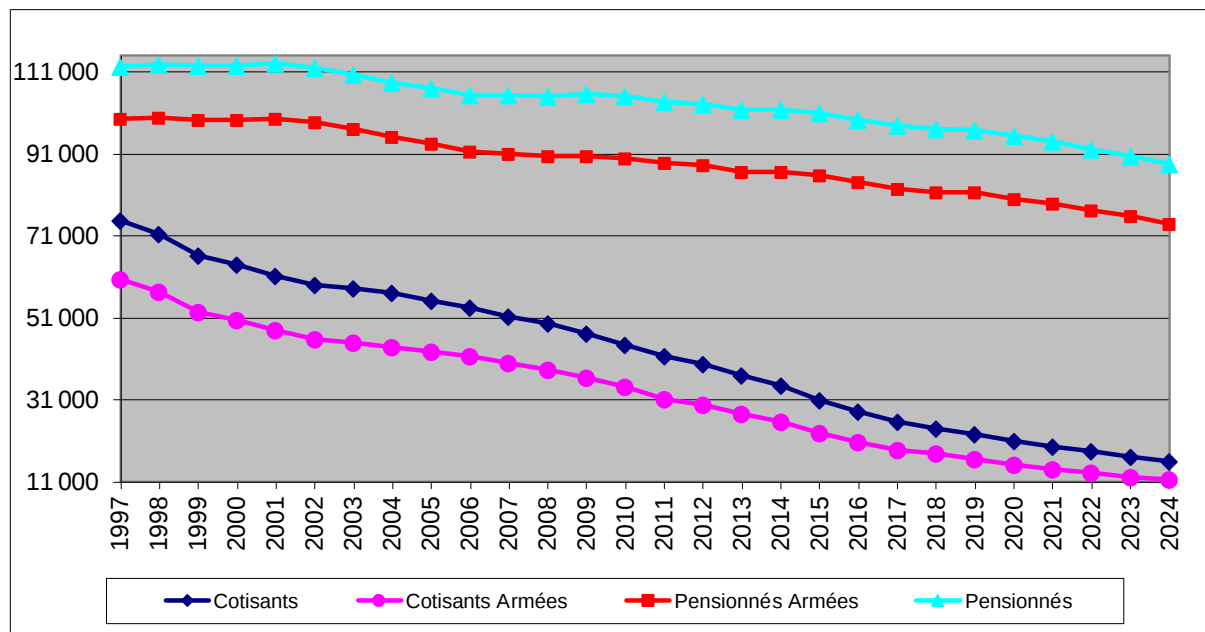
## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION PAR LIEU DE RÉSIDENCE À L'ÉTRANGER au 31 décembre 2024

| PAYS                   | NOMBRE    |            |
|------------------------|-----------|------------|
|                        | Cotisants | Pensionnés |
| ALGERIE                |           | 116        |
| ALLEMAGNE              |           | 9          |
| ARGENTINE              |           | 1          |
| AUSTRALIE              |           | 3          |
| BELGIQUE               |           | 18         |
| BOLIVIE                |           | 2          |
| BRESIL                 |           | 3          |
| CAMBODGE               |           | 1          |
| CANADA                 |           | 18         |
| CHILI                  |           | 1          |
| COLOMBIE               |           | 1          |
| COMORES                |           | 2          |
| COSTA RICA             |           | 1          |
| COTE D'IVOIRE          |           | 1          |
| CROATIE                |           | 1          |
| DJIBOUTI               | 3         | 1          |
| EGYPTE                 |           | 1          |
| ESPAGNE                |           | 64         |
| ETATS-UNIS             |           | 4          |
| GRECE                  |           | 1          |
| INDE                   |           | 2          |
| INDONESIE              |           | 2          |
| IRLANDE                |           | 1          |
| ISRAEL                 |           | 22         |
| ITALIE                 |           | 9          |
| LAOS                   |           | 1          |
| MADAGASCAR             |           | 16         |
| MAROC                  |           | 103        |
| MAURICE                |           | 6          |
| MEXIQUE                |           | 1          |
| MONACO                 |           | 1          |
| NOUVELLE-ZELANDE       |           | 1          |
| PAYS-BAS               |           | 2          |
| PHILIPPINES            |           | 1          |
| POLOGNE                |           | 4          |
| PORTUGAL               |           | 13         |
| ROUMANIE               |           | 1          |
| REPUBLIQUE DOMINICAINE |           | 2          |
| ROYAUME-UNI            |           | 4          |
| SENEGAL                | 12        | 15         |
| SLOVENIE               |           | 1          |
| SUISSE                 |           | 5          |
| TAIWAN                 |           | 1          |
| THAILANDE              |           | 16         |
| TOGO                   |           | 1          |
| TUNISIE                |           | 34         |
| URUGUAY                |           | 1          |
| VIET NAM               |           | 1          |
| Total                  | 15        | 516        |

## ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE COTISANTS ET DE PENSIONNÉS

1997 – 2024



**INDICATEURS**RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX ACTES DE GESTION

| Processus                                     | Actes de gestion                                                                                | Évolution |        |         |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------|---------|
|                                               |                                                                                                 | 2022      | 2023   | 2024    |
| <b>Recouvrer et maîtriser les cotisations</b> | Correction d'anomalies de virement                                                              | 42        | 38     | 20      |
| <b>Gérer les droits</b>                       | Affiliation / mutation (1)                                                                      | 265       | 301    | 302     |
|                                               | Sortie de régime                                                                                | 27        | 2      | 64      |
|                                               | Validations (réception d'annulations et demandes de remboursement de cotisations)               | 213       | 39     | 253     |
|                                               | Annulation de pension                                                                           | 5 453     | 4 944  | 5069    |
| <b>Liquider les retraites et payer</b>        | Demande de contrôle de liquidations <u>Vieillesse droit propre et dérivés et avis préalable</u> | 3 320     | 3 167  | 3307    |
|                                               | Production de liquidation                                                                       | 3 166     | 3 121  | 2844    |
|                                               | Stock des pensions sous-avance – droit propre                                                   | 1 355     | 1 401  | 1424    |
| <b>Communiquer et informer les clients</b>    | Appels entrants                                                                                 | 89 233    | 77 608 | 77 622  |
|                                               | Appels traités (3)                                                                              | 87 712    | 76 730 | 70 738  |
|                                               | Taux d'appels aboutis                                                                           | 98,3 %    | 98,9 % | 98,77 % |
|                                               | Courriels traités (4)                                                                           | 2 539     | 2 667  | 2 767   |
| <b>Assister les mandants</b>                  | Recours contentieux                                                                             | 36        | 14     | 22      |

1 Le périmètre des mutations pris en compte est limité aux mutations avec transfert de personnel.

2 Dossiers actions en répétition de l'indu (sur personnes physiques) et dossiers actions en réparation civile (auprès des tiers responsables).

3 Appels traités par le centre d'appels y compris Pep's et M@rep.

4 Courriels traités par le centre d'appels en 1er niveau et 2nd niveau y compris Pep's et M@rep.

Les oppositions signifiées aux pensionnés du FSPOEIE sont :

- les avis à tiers détenteurs, signifiés par l'administration fiscale ;
- les oppositions au titre des pensions alimentaires, signifiées par voie de justice ;
- les saisies sur rémunérations ;
- les oppositions à tiers détenteur ;
- les oppositions amiables ;
- les cessions de rémunérations.

FSPOEIE – RAPPORT ANNUEL DES COMPTES – EXERCICE 2024

### CONTENTIEUX

Au cours de l'année 2024, le FSPOEIE a enregistré 22 nouvelles requêtes (14 en 2023), dont 18 recours formés devant les tribunaux administratifs et 4 pourvois déposés devant le Conseil d'État.

Les **18 recours devant la juridiction de premier degré** se répartissent comme suit :

- 1 relatif aux pensions de réversion ;
- 3 relatifs à la catégorie insalubre ;
- 4 sur le calcul des primes de rendement ;
- 10 relatifs aux modalités de liquidation de la pension :
  - 5 sur la prise en compte d'une période dans la liquidation ;
  - 1 sur l'indice retenu ;
  - 3 sur le calcul du coefficient prévu à l'article 14 du décret n°2004-1056 du 5 octobre 2004 ;
  - 1 sur la surcote.

**4 pourvois en cassation** ont été également déposés par les pensionnés. 2 pourvois concernent le calcul des primes de rendement, 1 pourvoi porte sur la catégorie insalubre et le dernier concerne le calcul du coefficient prévu à l'article 14 du décret n°2004-1056 du 5 octobre 2004. Sur ces 4 pourvois, 2 n'ont pas été admis par le Conseil d'État et 2 sont en attente d'admission.

Les juridictions ont rendu au cours de la même période 18 décisions (23 en 2023), dont 13 favorables au régime et 5 défavorables.

En 2024, sur les 18 décisions rendues, 17 sont issues des juridictions de premier degré et 1 arrêt a été rendu par le Conseil d'État. Concernant cette affaire (n°494268), le pourvoi formé par le requérant n'a pas été admis, ainsi l'arrêt rendu par le Conseil d'État est favorable au FSPOEIE.

### **PARTENARIATS**

Dans le cadre de la politique d'information des établissements employeurs et des pensionnés, il existe entre la CDC, gestionnaire du FSPOEIE, et ses interlocuteurs à savoir des services (ou bureaux) des pensions des ministères, une collaboration active afin de répondre au plus près à leurs attentes et d'assurer un service plus efficace.

Ces échanges doivent permettre d'obtenir un traitement des dossiers plus rapide et de nouer des relations personnalisées avec les services liquidateurs de pensions.

Dans le cadre de l'activité de liquidation plusieurs temps d'échanges ont été programmés en 2024.

Ainsi, en mars et en mai 2024 des webinaires spécifiques à la retraite progressive et à son processus ont eu lieu en présence des services des pensions de tous les ministères.

En juillet, une réunion d'informations sur l'actualité FSPOEIE a été organisée avec ces mêmes services.

D'autres temps d'échanges en bilatérale avec certains services des pensions se sont déroulés en cours d'année. C'est ainsi qu'au second semestre 2024, deux sessions d'assistance, de formation et d'étude des dossiers en cours, sur la liquidation des pensions FSPOEIE, ont été dispensées, à leur demande, auprès des gestionnaires des pensions des ouvriers de la Monnaie de Paris.

Concernant, le ministère des Armées, des réunions régulières se sont tenues tout au long de l'année 2024 pour aborder les sujets particuliers liés à la dématérialisation de nos échanges.

En juin 2024, un webinaire de présentation de la démarche simplifiée auprès du MTE a permis de présenter le nouveau système pour les demandes de reversions. Cette démarche a ensuite été élargie à la Monnaie de Paris (démarche simplifiée)

Pour finir, des échanges avec le Minarm concernant le sujet spécifique des travaux insalubres ont donné lieu à plusieurs réunions dont la dernière s'est tenue à la Rochelle le 7 novembre en préparation de la rédaction d'une doctrine à présenter à la direction du Budget pour validation. Ce sujet a été traité en collaboration avec les services juridiques.

Madame Kermoal-Berthomé, la directrice des politiques sociales de la CDC, a rencontré le DRH du MinArm, Monsieur Thibaut de Vanssay le 24 octobre.

#### Trajectoire SI FSPOEIE

L'année 2024 a été marquée par une prise de décision sur le lancement de la partie Déclaration sociale nominative (DSN) / Répertoire de gestion des carrières unique (RGCU) du projet Trajectoire SI FSPOEIE. La CDC a présenté plusieurs scénarios de refonte de l'application de liquidation. A ce stade aucun de ces scénarios n'a été retenu par les ministères concernés.

Plusieurs réunions permettant de traiter spécifiquement ce sujet avec le MinArm et celui de la transition écologique (MTEL) ont eu lieu au cours de l'année 2024.

En amont, des ateliers entre la CDC, le MinArm, le MTEL et le ministère de l'Intérieur ont été programmés sur le premier semestre 2024 permettant d'approfondir l'étude des processus de liquidation. La CDC a construit une offre qu'elle a présentée en juin 2024 à partir des informations recueillies.

S'agissant du webzine retraite Equinoxe : il s'adresse aux pensionnés du FSPOEIE ; chaque numéro comprend une information retraite pouvant porter sur des évolutions réglementaires ou des informations pratiques, un reportage mettant en valeur les savoir-faire des ouvriers d'Etat, un sujet de société et des propositions de voyages. Les trois webzines Equinoxe 2024 ont été adressés par flash info aux pensionnés du FSPOEIE (6 mai, 23 septembre, 17 décembre). La publication de chacun des numéros est systématiquement doublée d'une actualité positionnée sur le site internet du régime.

ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU RÉGIME

|                                                                   | Réalisation    | Réalisation    | Réalisation    |
|-------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Indicateurs                                                       | 2024           | 2023           | 2022           |
| <b>Effectifs</b>                                                  |                |                |                |
| Cotisants                                                         | 16 079         | 17 144         | 18 435         |
| Pensionnés                                                        | 88 725         | 92 041         | 92 228         |
| <b>Cotisations (en M€)</b>                                        | <b>305, 9</b>  | <b>317,1</b>   | <b>329,9</b>   |
| Retenues                                                          | 72,4           | 75,1           | 78,0           |
| Contributions                                                     | 233            | 242            | 251,9          |
| <b>Prestations (en M€)</b>                                        | <b>2 022,1</b> | <b>1 942,1</b> | <b>1 905,0</b> |
| Pensions vieillesse droit direct                                  | 1 644,6        | 1 572,2        | 1534,0         |
| Pensions vieillesse droit dérivé                                  | 242,6          | 233,9          | 231,7          |
| Pensions invalidité droit direct                                  | 64,3           | 65,5           | 67,0           |
| Pensions invalidité droit dérivé                                  | 70,5           | 70,5           | 72,2           |
| <b>Arrérages allocation (en M€)<br/>supplémentaire vieillesse</b> | <b>0</b>       | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>     |
| <b>Arrérages allocation (en M€)<br/>supplémentaire invalidité</b> | <b>0</b>       | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>     |
| <b>Frais de gestion (en M€)</b>                                   | <b>6,4</b>     | <b>6,1</b>     | <b>6,1</b>     |
| <b>Subvention d'équilibre versée par l'État (en M€)</b>           | <b>1 633</b>   | <b>1 550,9</b> | <b>1462,3</b>  |
| <b>Compensation généralisée (en M€)</b>                           | <b>102,2</b>   | <b>93,0</b>    | <b>89,0</b>    |

## LE RAPPORT DE GESTION

### ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTS POSTES DE CHARGES

1994 – 2024

(En millions d'euros)

| ANNÉES | PRESTATION<br>PENSIONS |       | FRAIS DE<br>GESTION |      | AUTRES<br>CHARGES |      | TOTAL   |
|--------|------------------------|-------|---------------------|------|-------------------|------|---------|
|        | Montants               | %     | Montants            | %    | Montants          | %    |         |
| 1994   | 1 263,5                | 99,07 | 8,3                 | 0,65 | 3,7               | 0,28 | 1 275,4 |
| 1995   | 1 301,4                | 99,16 | 8,0                 | 0,61 | 3,1               | 0,23 | 1 312,5 |
| 1996   | 1 323,7                | 99,14 | 7,7                 | 0,58 | 3,8               | 0,28 | 1 335,2 |
| 1997   | 1 360,6                | 99,18 | 7,9                 | 0,56 | 3,4               | 0,25 | 1 371,9 |
| 1998   | 1 391,6                | 99,28 | 7,9                 | 0,55 | 2,2               | 0,17 | 1 401,7 |
| 1999   | 1 439,9                | 99,38 | 7,9                 | 0,55 | 1,1               | 0,07 | 1 449,0 |
| 2000   | 1 477,1                | 99,33 | 8,3                 | 0,56 | 1,6               | 0,10 | 1 487,0 |
| 2001   | 1 518,1                | 99,37 | 8,2                 | 0,54 | 1,4               | 0,09 | 1 527,7 |
| 2002   | 1 555,5                | 98,61 | 8,1                 | 0,51 | 13                | 0,88 | 1 577,4 |
| 2003   | 1 575,7                | 99,16 | 8,3                 | 0,52 | 5,1               | 0,32 | 1 589,1 |
| 2004   | 1 596,5                | 99,17 | 8,5                 | 0,53 | 4,9               | 0,30 | 1 609,9 |
| 2005   | 1 613,9                | 99,22 | 8,3                 | 0,50 | 3,5               | 0,28 | 1 626,7 |
| 2006   | 1 641,7                | 99,37 | 8,3                 | 0,50 | 2,1               | 0,13 | 1 652,1 |
| 2007   | 1 670,5                | 99,42 | 8,0                 | 0,48 | 1,8               | 0,11 | 1 680,3 |
| 2008   | 1 696,5                | 99,42 | 7,8                 | 0,46 | 2,1               | 0,12 | 1 706,4 |
| 2009   | 1 720,7                | 99,46 | 7,8                 | 0,45 | 1,6               | 0,09 | 1 730,1 |
| 2010   | 1 735,8                | 99,20 | 7,9                 | 0,45 | 6,2               | 0,35 | 1 749,9 |
| 2011   | 1 773,1                | 99,46 | 8,0                 | 0,45 | 1,7               | 0,09 | 1 782,8 |
| 2012   | 1 809,0                | 99,47 | 8,1                 | 0,44 | 1,7               | 0,07 | 1 818,8 |
| 2013   | 1 834,1                | 99,48 | 8,1                 | 0,44 | 1,5               | 0,06 | 1 843,7 |
| 2014   | 1 841,3                | 99,50 | 8,0                 | 0,43 | 1,2               | 0,07 | 1 850,5 |
| 2015   | 1 836,3                | 99,47 | 7,6                 | 0,41 | 2,1               | 0,11 | 1 846,0 |
| 2016   | 1 831,6                | 99,49 | 6,8                 | 0,37 | 2,6               | 0,14 | 1 841,0 |
| 2017   | 1 839,3                | 99,45 | 7,0                 | 0,38 | 3,1               | 0,17 | 1 849,5 |
| 2018   | 1 853,0                | 99,43 | 6,4                 | 0,34 | 4,2               | 0,23 | 1 863,6 |
| 2019   | 1 857,5                | 99,59 | 5,6                 | 0,30 | 1,9               | 0,10 | 1 865,1 |
| 2020   | 1 862,1                | 99,48 | 6,2                 | 0,33 | 3,4               | 0,18 | 1 871,7 |
| 2021   | 1 861,8                | 99,55 | 5,9                 | 0,32 | 2,5               | 0,13 | 1 870,2 |
| 2022   | 1 904,9                | 99,44 | 6,3                 | 0,32 | 4,5               | 0,13 | 1 915,7 |
| 2023   | 1 942,1                | 99,65 | 6,1                 | 0,32 | 0,9               | 0,03 | 1 948,7 |
| 2024   | 2 022,1                | 99,66 | 6,4                 | 0,32 | 1,03              | 0,05 | 2 029,5 |

À compter de 2010, les régularisations de compensation négatives sont comptabilisées dans les autres charges.

FSPOEIE – RAPPORT ANNUEL DES COMPTES – EXERCICE 2024

## LE RAPPORT DE GESTION

### ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTS POSTES DE PRODUITS

1994 – 2024

(En millions d'euros)

| ANNÉES | COTISATIONS |       | SUBVENTION<br>D'ÉQUILIBRE |       | RECETTES<br>DIVERSES |       | TOTAL   |
|--------|-------------|-------|---------------------------|-------|----------------------|-------|---------|
|        | Montants    | %     | Montants                  | %     | Montants             | %     |         |
| 1994   | 283,2       | 21,93 | 935,1                     | 72,42 | 72,9                 | 5,65  | 1 291,3 |
| 1995   | 281,0       | 21,30 | 959,5                     | 72,72 | 78,9                 | 5,98  | 1 319,4 |
| 1996   | 283,7       | 20,85 | 980,2                     | 72,03 | 96,9                 | 7,12  | 1 360,9 |
| 1997   | 282,5       | 20,16 | 1 017,7                   | 72,54 | 102,4                | 7,30  | 1 402,6 |
| 1998   | 274,5       | 19,02 | 1 019,6                   | 72,55 | 121,6                | 8,43  | 1 415,7 |
| 1999   | 467,4       | 32,70 | 819,4                     | 57,40 | 141,9                | 9,90  | 1 428,6 |
| 2000   | 454,9       | 30,56 | 874,4                     | 58,75 | 159,1                | 10,69 | 1 488,4 |
| 2001   | 446,2       | 29,17 | 910,3                     | 59,51 | 173,1                | 11,32 | 1 529,6 |
| 2002   | 449,6       | 28,93 | 920,5                     | 59,23 | 183,9                | 11,84 | 1 554,0 |
| 2003   | 449,7       | 27,88 | 986,9                     | 61,18 | 176,4                | 10,94 | 1 613,0 |
| 2004   | 457,7       | 28,19 | 1 012,0                   | 62,33 | 153,9                | 9,48  | 1 623,6 |
| 2005   | 459,8       | 29,52 | 951,3                     | 61,08 | 146,4                | 9,40  | 1 557,5 |
| 2006   | 462,5       | 27,67 | 901,4                     | 53,92 | 307,8                | 18,41 | 1 671,7 |
| 2007   | 461,9       | 27,94 | 931,4                     | 56,35 | 259,7                | 15,71 | 1 653,0 |
| 2008   | 457,2       | 26,88 | 1 026,7                   | 60,36 | 217,0                | 12,76 | 1 700,9 |
| 2009   | 494,6       | 28,60 | 1 082,7                   | 62,60 | 152,3                | 8,81  | 1 729,6 |
| 2010   | 524,5       | 30,27 | 1 089,3                   | 62,87 | 118,7                | 6,85  | 1 732,5 |
| 2011   | 544,0       | 30,77 | 1 150,1                   | 65,04 | 74,2                 | 4,19  | 1 768,3 |
| 2012   | 523,9       | 28,60 | 1 263,3                   | 68,96 | 44,7                 | 2,44  | 1 831,9 |
| 2013   | 511,5       | 27,14 | 1 327,4                   | 70,43 | 45,9                 | 2,44  | 1 884,9 |
| 2014   | 495,6       | 27,42 | 1 260,2                   | 69,72 | 51,6                 | 2,85  | 1 807,4 |
| 2015   | 460,0       | 24,18 | 1 387,0                   | 72,91 | 55,3                 | 2,91  | 1 902,3 |
| 2016   | 433,5       | 23,71 | 1 336,4                   | 73,10 | 58,2                 | 3,18  | 1 828,1 |
| 2017   | 414,6       | 22,42 | 1 324,3                   | 71,60 | 70,2                 | 3,80  | 1 809,1 |
| 2018   | 395,5       | 20,78 | 1434,9                    | 75,39 | 73,0                 | 3,84  | 1 903,4 |
| 2019   | 381,4       | 20,54 | 1 397,0                   | 75,24 | 78,4                 | 4,22  | 1 856,9 |
| 2020   | 361,7       | 19,35 | 1 428,7                   | 76,43 | 78,8                 | 4,21  | 1 869,3 |
| 2021   | 342,2       | 18,22 | 1 449,2                   | 77,17 | 86,5                 | 4,61  | 1 877,9 |
| 2022   | 329,9       | 17,52 | 1 462,3                   | 77,67 | 90,6                 | 4,81  | 1 882,8 |
| 2023   | 317,1       | 16,09 | 1 550,9                   | 78,66 | 103,7                | 5,25  | 1 971,7 |
| 2024   | 305,9       | 14,84 | 1633,9                    | 79,23 | 122,5                | 5,93  | 2 061,4 |

## FRAIS DE GESTION

La Caisse des Dépôts en qualité de gestionnaire, mobilise des moyens en personnel, matériels, locaux et systèmes communs.

Au cours d'un exercice N, le fonds verse quatre acomptes trimestriels. Le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des Dépôts, est imputé sur l'exercice N + 1.

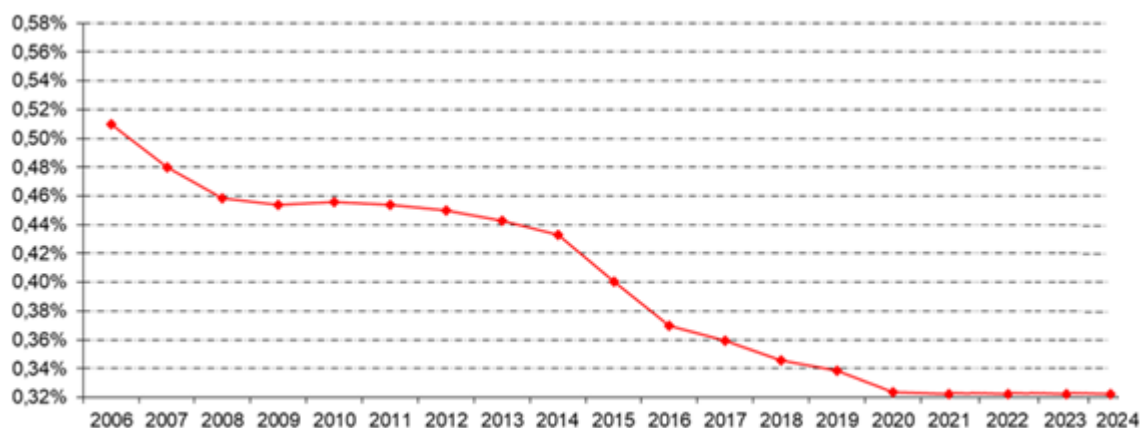
Toutefois, le montant inscrit au compte de résultat est calculé à partir d'une simulation opérée en fin d'année, prenant en compte l'ensemble des éléments certains enregistrés dans les écritures de la Caisse des Dépôts.

### ÉVOLUTION DU RATIO FRAIS DE GESTION/PRESTATIONS

| EVOLUTION DU RATIO                     | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          |
|----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Frais de gestion                       | 5 900 166     | 6 067 312     | 6 061 963     | 6 480 774     |
| Prestations versées                    | 1 861 834 873 | 1 904 849 856 | 1 942 117 067 | 2 022 182 683 |
| Frais de gestion / Prestations versées | 0,32 %        | 0,32 %        | 0,32 %        | 0,32 %        |

Les frais de gestion provisoires 2024 ressortent à 6,48 M€, en progression de 6,9 % par rapport à 2023, en raison d'une hausse des coûts des systèmes d'information en lien avec les travaux visant à permettre aux affiliés du FSPOEIE d'intégrer complètement la sphère inter-régimes, de disposer d'un outil de liquidation modernisé, et de permettre la migration vers le RGCU planifiée en 2026). S'agissant du rapport entre la rémunération versée par l'Etat à la CDC et le montant des prestations servies, le ratio reste stable à 0,32 %.

### ÉVOLUTION DU RATIO FRAIS DE GESTION / PRESTATIONS de 2006 à 2024



### **GESTION FINANCIÈRE**

#### **CONTEXTE DE MARCHÉ**

L'année 2024 a été marquée par un recul marqué de l'inflation en Europe et par le virage monétaire engagé au début de l'été par la Banque centrale européenne. Après deux années de resserrement des conditions financières, celle-ci a fortement réduit ses taux directeurs au cours de l'année, faisant passer son taux de dépôt de 4 % à 3 %. La forte désinflation de l'économie européenne est attribuable au ralentissement de la croissance économique et à la modération des prix de l'énergie. Si ce recul de l'inflation en Europe a entraîné la baisse des rendements obligataires de court terme, les taux de maturités plus longues ont en revanche augmenté sous l'effet de plusieurs facteurs : instabilité politique en France et en Allemagne, inflation persistante aux Etats-Unis et promesses de relance économique dans le sillage de l'élection de Donald Trump en fin d'année.

Dans ce contexte de taux d'intérêt à court terme qui a eu tendance à baisser, la gestion de la trésorerie a procédé tout au long de l'année à des opérations d'achat/vente d'OPCVM monétaires et obligataires court terme présentant une forte liquidité.

Les OPCVM monétaires, composés majoritairement de dettes à taux variable, ont enregistré une performance satisfaisante en 2024 (indice €ster capitalisé : +3,8 % après + 3,3 % en 2023).

S'agissant des obligations, il valait mieux en 2024 être positionné sur des maturités court terme et ne pas trop être exposé à la dette française, celle-ci ayant souffert de la défiance de certains investisseurs internationaux après la dissolution de l'Assemblée nationale intervenue en juin. L'indice des OAT nominales a ainsi subi en 2024 un recul de 0,9 % (seul pays de la zone euro à subir une performance négative). Pour les titres de maturités plus courtes (1-3 ans, segment moins volatil visé par la politique de placement du FSPOEIE), la performance a été plus solide avec un gain proche de l'ordre de 4,0 %.

#### **GESTION DE TRESORERIE DU FSPOEIE**

Les placements de trésorerie ont majoritairement porté sur des OPCVM monétaires (424 M€ d'encours moyen sur l'année), supports très peu volatils qui ont connu des performances régulières en 2024 : les supports utilisés enregistrent en 2024 des performances positives (performance moyenne des supports monétaires utilisés proche de +3,9 % sur l'année en ligne avec l'indice du marché monétaire €ster capitalisé).

Le reste des placements a concerné des OPCVM obligataires court terme (131 M€ d'encours moyen sur l'année). Ces supports un peu plus volatils ont profité de la baisse des taux directeurs en 2024. Ainsi, la performance moyenne des supports obligataires utilisés est proche de +4,2 % en 2024 (supérieure à l'indice de référence obligataire Bloomberg Euro Aggregate 1-3 ans qui n'a progressé que de 3,7 %).

#### **RESULTAT FINANCIER 2024**

Le résultat financier 2024 s'établit à 18,92 M€ (contre +9,97 M€ en 2023). La totalité de ce résultat financier correspond aux plus-values réalisées à l'occasion de cessions d'OPCVM.

Outre l'amélioration de la performance de marché, cette nette augmentation du résultat financier s'explique également par un volume de cessions d'OPCVM plus important en 2024 qu'en 2023 (1,772 Md€ vs 1,689 Md€).

La performance de marché des placements du FSPOEIE (trésorerie incluse) s'établit ainsi en 2024 à +3,84 % (+3,56 % en 2023).

## **ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES**

### **ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES**

Évolution des charges :

- La revalorisation des pensions :

En 2024, les pensions vieillesse de droit direct et de réversion ont été revalorisées de 5,3 % au 1<sup>er</sup> janvier. Les pensions d'invalidité de droit direct ont quant à elles été revalorisées de 4,6 % au 1<sup>er</sup> avril.

- Une baisse des effectifs pensionnés au 31 décembre 2024 de -2,1 %.

Évolution des ressources :

- Maintien du taux de la retenue salariale de 11,10 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application du décret n°2014-1531 du 17 décembre 2014 modifiant les taux des cotisations d'assurance vieillesse de divers régimes de sécurité sociale et des cotisations d'allocations familiales ;
- Maintien du taux de la contribution patronale de 35,01 % en 2024 ;
- Revalorisation des salaires en 2024 : +0,0 % ;
- Baisse des effectifs cotisants au 31 décembre 2024 de -6,2 %.

## **II. LES COMPTES ANNUELS**

## LES DOCUMENTS DE SYNTHESE ET LE RÉSULTAT

### BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

#### BILAN ACTIF

| Rubriques                                        | (en euros)         |                                 |                    |
|--------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|
|                                                  | 2024               |                                 | 2023               |
|                                                  | Montant Brut       | Amortissements et dépréciations | Montant net        |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                          | <b>100</b>         |                                 | <b>100</b>         |
| Immobilisations financières                      | 100                |                                 | 100                |
| Dépôts et cautionnements versés                  | 100                |                                 | 100                |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                           | <b>107 479 997</b> | <b>3 866 185</b>                | <b>103 613 813</b> |
| <b>Créances d'exploitation</b>                   | <b>8 050 468</b>   | <b>3 866 185</b>                | <b>4 184 283</b>   |
| Fournisseurs, intermédiaires sociaux             | 241 776            |                                 | 241 776            |
| Créances liées aux services de prestation        | 4 465 289          | 3 866 185                       | 599 104            |
| Créances sur cotisants et comptes rattachés      | 332 191            |                                 | 332 191            |
| Cotisants - créances                             | 201 140            |                                 | 201 140            |
| Cotisants - produits à recevoir                  | 131 051            |                                 | 131 051            |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale | 3 000 596          |                                 | 3 000 596          |
| Débiteurs divers                                 | 10 615             |                                 | 10 615             |
| <b>Trésorerie active</b>                         | <b>99 429 529</b>  |                                 | <b>99 429 529</b>  |
| Disponibilités                                   | 5 794 408          |                                 | 5 794 408          |
| Valeurs mobilières de placement                  | 93 635 121         |                                 | 93 635 121         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                               | <b>107 480 097</b> | <b>3 866 185</b>                | <b>103 613 913</b> |

#### BILAN PASSIF

|                                                               | (en euros)         |                   |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                                                               | 2024               | 2023              |
| <b>FONDS PROPRES</b>                                          | <b>81 236 490</b>  | <b>49 367 846</b> |
| Report à nouveau                                              | 49 367 846         | 26 433 032        |
| Résultat de l'exercice                                        | 31 868 643         | 22 934 814        |
| <b>PROVISIONS</b>                                             |                    |                   |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                                     |                    |                   |
| <b>DETTES NON FINANCIERES</b>                                 | <b>22 377 423</b>  | <b>25 180 331</b> |
| Fournisseurs de biens et services et comptes rattachés        | 1 554              | 1 215             |
| Prestataires : versements directs aux assurés et allocataires | 3 060 867          | 2 494 124         |
| Prestataires : versements à des tiers                         | 20 671             | 13 969            |
| Entités publiques                                             | 5 651 256          | 5 510 440         |
| Organismes et autres régimes de sécurité sociale              | 12 805 998         | 16 588 889        |
| Créditeurs divers                                             | 837 078            | 571 694           |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                                           | <b>103 613 913</b> | <b>74 548 178</b> |

## COMPTE DE RESULTAT (CHARGES)

| (en euros)                                                                |                      |                      |                   |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| Rubriques                                                                 | 2024                 | 2023                 | Variation         |
| <b>CHARGES DE GESTION TECHNIQUE (IV)</b>                                  | <b>2 023 217 513</b> | <b>1 942 973 737</b> | <b>80 243 776</b> |
| Prestations sociales                                                      | 2 022 182 683        | 1 942 117 067        | 80 065 616        |
| Prestations légales                                                       | 2 022 182 683        | 1 942 117 067        | 80 065 616        |
| Transferts, subventions et contributions                                  | 600 104              | 629 961              | (29 857)          |
| Diverses charges de gestion technique                                     | 32 751               | 34 190               | (1 438)           |
| Dotations aux provisions, dépréciations pour charges de gestion technique | 401 974              | 192 519              | 209 455           |
| <b>CHARGES DE GESTION COURANTE (V)</b>                                    | <b>6 329 057</b>     | <b>5 788 449</b>     | <b>540 608</b>    |
| Achats et autres charges externes                                         | 6 329 057            | 5 788 449            | 540 608           |
| <b>CHARGES FINANCIERES (VI)</b>                                           |                      | 0                    | 0                 |
| Impôts sur les sociétés (VII)                                             |                      |                      | 0                 |
| <b>TOTAL CHARGES (B=IV+V+VI+VII)</b>                                      | <b>2 029 546 570</b> | <b>1 948 762 186</b> | <b>80 784 383</b> |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE EXCEDENTAIRE (A-B)</b>                      | <b>31 868 643</b>    | <b>22 934 814</b>    | <b>8 933 829</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                      | <b>2 061 415 213</b> | <b>1 971 697 000</b> | <b>89 718 213</b> |

## COMPTE DE RESULTAT (PRODUITS)

| (en euros)                                                   |                      |                      |                   |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| Rubriques                                                    | 2024                 | 2023                 | Variation         |
| <b>PRODUITS DE GESTION TECHNIQUE (I)</b>                     | <b>2 042 496 075</b> | <b>1 961 725 318</b> | <b>80 770 757</b> |
| Cotisations, impôts et produits affectés                     | 305 910 517          | 317 090 499          | (11 179 982)      |
| Cotisations sociales                                         | 305 910 517          | 317 090 499          | (11 179 982)      |
| <b>Produits techniques</b>                                   | <b>1 736 334 607</b> | <b>1 644 203 179</b> | <b>92 131 428</b> |
| Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés | 102 341 740          | 93 149 038           | 9 192 702         |
| Contributions publiques                                      | 1 633 922 226        | 1 550 872 088        | 83 050 138        |
| Divers produits techniques                                   | 70 641               | 182 053              | (111 412)         |
| <b>Reprises sur provisions et sur dépréciations</b>          | <b>250 951</b>       | <b>431 640</b>       | <b>(180 689)</b>  |
| Reprise sur dépréciations des actifs circulants              | 250 951              | 431 640              | (180 689)         |
| <b>PRODUITS DE GESTION COURANTE (II)</b>                     | <b>414</b>           | <b>418</b>           | <b>(3)</b>        |
| <b>Divers produits de gestion courante</b>                   | <b>414</b>           | <b>418</b>           | <b>(3)</b>        |
| <b>PRODUITS FINANCIERS (III)</b>                             | <b>18 918 724</b>    | <b>9 971 265</b>     | <b>8 947 459</b>  |
| Produits financiers et transferts de charges financières     | 18 918 724           | 9 971 265            | 8 947 459         |
| <b>TOTAL PRODUITS (A = I + II +III)</b>                      | <b>2 061 415 213</b> | <b>1 971 697 000</b> | <b>89 718 213</b> |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE DEFICITAIRE (B-A)</b>          | <b>0</b>             | <b>0</b>             | <b>0</b>          |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                         | <b>2 061 415 213</b> | <b>1 971 697 000</b> | <b>89 718 213</b> |

## BILAN ET COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

### BILAN ACTIF

|                                                                  |       | (en euros)         |                   |
|------------------------------------------------------------------|-------|--------------------|-------------------|
| DETAIL DES COMPTES D'ACTIF                                       | Notes | 2024               | 2023              |
| Immobilisations financières                                      |       | 100                | 100               |
| Cautionnements                                                   |       | 100                | 100               |
| Prestataires et fournisseurs débiteurs                           | 1     | 840 881            | 872 536           |
| Fournisseurs débiteurs                                           |       | 241 776            | 317 816           |
| Prestataires débiteurs                                           |       | 367 687            | 388 655           |
| Créances douteuses sur prestataires débiteurs                    |       | 4 097 603          | 3 881 227         |
| Dépréciation des comptes de prestataires débiteurs               |       | (3 866 185)        | (3 715 162)       |
| Créances cotisants et comptes rattachés                          | 2     | 332 191            | 205 305           |
| Cotisants et comptes rattachés                                   |       | 201 140            | 205 305           |
| Cotisants produits à recevoir                                    |       | 131 051            | 0                 |
| Créances sur entités publiques et organismes de sécurité sociale | 3     | 3 000 596          | 1 387             |
| Produits à recevoir                                              |       | 596                | 1 387             |
| Compensation généralisée                                         |       | 3 000 000          | 0                 |
| Autres créances                                                  |       | 10 615             | 7 896             |
| Débiteurs divers                                                 |       | 10 615             | 7 896             |
| Valeurs mobilières de placement                                  | 4     | 93 635 121         | 68 486 604        |
| Valeurs mobilières de placement                                  |       | 93 635 121         | 68 486 604        |
| Disponibilités                                                   | 4     | 5 794 408          | 4 974 349         |
| Banques                                                          |       | 5 794 408          | 4 974 349         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                             |       | <b>103 613 913</b> | <b>74 548 178</b> |

## BILAN PASSIF

|                                                            |           | (en euros)         |                   |
|------------------------------------------------------------|-----------|--------------------|-------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE PASSIF                               | Notes     | 2024               | 2023              |
| <b>Capitaux propres</b>                                    |           | <b>81 236 490</b>  | <b>49 367 846</b> |
| Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)             |           | 49 367 846         | 26 433 032        |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)               |           | 31 868 643         | 22 934 814        |
| <b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>                   |           | <b>1 554</b>       | <b>1 215</b>      |
| Fournisseurs factures non parvenues                        |           | 1 554              | 1 215             |
| <b>Prestataires</b>                                        |           | <b>3 081 538</b>   | <b>2 508 093</b>  |
| Versements directs aux prestataires                        | 5         | 689 263            | 582 092           |
| Prestataires charges à payer                               | 6         | 2 371 604          | 1 912 032         |
| Versements à des tiers                                     |           | 20 671             | 13 969            |
| <b>Entités publiques et organismes de sécurité sociale</b> |           | <b>18 457 253</b>  | <b>22 099 329</b> |
| Cotisations sociales à reverser                            | 7         | 12 530 248         | 12 230 568        |
| Compensation généralisée                                   |           | 0                  | 4 000 000         |
| Dettes sur organismes de sécurité sociale                  | 8         | 275 749            | 358 322           |
| Prélèvement à la source                                    | 9         | 5 651 256          | 5 510 440         |
| <b>Autres dettes</b>                                       | <b>10</b> | <b>837 078</b>     | <b>571 694</b>    |
| Créditeurs divers                                          |           | 837 078            | 571 694           |
| <b>Trésorerie Passive</b>                                  |           |                    |                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                       |           | <b>103 613 913</b> | <b>74 548 178</b> |

\*

## COMPTE DE RESULTAT CHARGES

|                                                                             |           | (en euros)           |                      |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------|----------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE CHARGES                                               | Notes     | 2024                 | 2023                 |
| <b>Prestations sociales</b>                                                 | <b>11</b> | <b>2 022 182 683</b> | <b>1 942 117 067</b> |
| Prestations légales                                                         |           | 2 022 182 683        | 1 942 117 067        |
| <i>Prestations légales vieillesse droit direct</i>                          |           | 1 644 692 770        | 1 572 258 203        |
| <i>Prestations légales vieillesse droit dérivé</i>                          |           | 242 621 418          | 233 895 451          |
| <i>Prestations légales invalidité droit direct</i>                          |           | 64 373 508           | 65 509 201           |
| <i>Prestations légales invalidité droit dérivé</i>                          |           | 70 494 987           | 70 454 211           |
| <b>Charges techniques</b>                                                   | <b>12</b> | <b>600 104</b>       | <b>629 961</b>       |
| Transferts entre organismes de sécurité sociale : compensation              |           | 0                    | 570 129              |
| Transferts divers entre organismes de sécurité sociale dont Rétablissements |           | 563 260              | 39 293               |
| Autres charges techniques                                                   |           | 36 844               | 20 539               |
| <b>Diverses charges techniques</b>                                          |           | <b>32 751</b>        | <b>34 190</b>        |
| Créances irrécouvrables et remises de dettes                                |           | 4 123                | 15 852               |
| Autres charges techniques                                                   |           | 28 628               | 18 337               |
| <b>Dotations aux dépréciations techniques</b>                               | <b>13</b> | <b>401 974</b>       | <b>192 519</b>       |
| Dotations aux dépréciations des actifs circulants                           |           | 401 974              | 192 519              |
| <b>Achats et charges externes</b>                                           |           | <b>6 329 057</b>     | <b>5 788 449</b>     |
| Rémunérations, honoraires                                                   |           | 10 206               | 39 470               |
| Frais de gestion                                                            | 14        | 6 318 851            | 5 748 979            |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES</b>                                         |           | <b>2 029 546 570</b> | <b>1 948 762 186</b> |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT)</b>                                    |           | <b>31 868 643</b>    | <b>22 934 814</b>    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                        |           | <b>2 061 415 213</b> | <b>1 971 697 000</b> |

## COMPTE DE RESULTAT PRODUITS

|                                                                         |           | (en euros)           |                      |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------|----------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS                                          | Notes     | 2024                 | 2023                 |
| <b>Cotisations et produits affectés</b>                                 | <b>15</b> | <b>305 910 517</b>   | <b>317 090 499</b>   |
| Cotisations patronales                                                  |           | 233 473 568          | 241 968 976          |
| Cotisations salariales                                                  |           | 72 436 949           | 75 121 523           |
| <b>Produits techniques</b>                                              |           | <b>1 736 263 966</b> | <b>1 644 021 126</b> |
| Transferts entre organismes de sécurité sociale : compensation          | 16        | 102 297 651          | 93 000 000           |
| Transferts divers entre organismes de sécurité sociale dont Validations | 16        | (1 385)              | 101 019              |
| Transferts : prise en charge de prestations                             |           | 45 474               | 48 019               |
| Contributions publiques                                                 | 17        | 1 633 922 226        | 1 550 872 088        |
| <b>Divers produits techniques</b>                                       |           | <b>70 641</b>        | <b>182 053</b>       |
| Recours contre tiers                                                    |           |                      | 110 231              |
| Autres produits techniques                                              |           | 70 641               | 71 821               |
| <b>Reprises sur dépréciations techniques</b>                            | <b>13</b> | <b>250 951</b>       | <b>431 640</b>       |
| Reprises sur dépréciations des actifs circulants                        |           | 250 951              | 431 640              |
| <b>Produits de gestion courante</b>                                     |           | <b>414</b>           | <b>418</b>           |
| Autres produits de gestion courante                                     |           | 414                  | 418                  |
| <b>Produits financiers</b>                                              | <b>18</b> | <b>18 918 724</b>    | <b>9 971 265</b>     |
| Produits nets sur cessions des valeurs mobilières de placements         |           | 18 918 724           | 9 086 454            |
| Reprises sur dépréciations des éléments financiers                      |           |                      | 884 811              |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS</b>                                    |           | <b>2 061 415 213</b> | <b>1 971 697 000</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                    |           | <b>2 061 415 213</b> | <b>1 971 697 000</b> |

## RESULTAT ET RESERVES

| (en euros)                                            |                   |                   |                   |                   |                   |
|-------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                                       | 2024              | 2023              | 2022              | 2021              | 2020              |
|                                                       | 2 024             | 2 023             | 2 022             | 2 021             | 2 020             |
| Report à nouveau                                      | 49 367 846        | 26 433 032        | 59 358 421        | 51 570 231        | 54 050 900        |
| Résultat                                              | 31 868 643        | 22 934 814        | (32 925 389)      | 7 788 190         | (2 480 670)       |
| <b>Capitaux propres après affectation du résultat</b> | <b>81 236 490</b> | <b>49 367 846</b> | <b>26 433 032</b> | <b>59 358 421</b> | <b>51 570 231</b> |

Après affectation du résultat de l'exercice au report à nouveau, les capitaux propres s'élèvent à 81 236 490 €.

## **ANNEXE COMPTABLE : FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POST-CLOTURE**

### **FAITS CARACTERISTIQUES**

Maintien du taux de cotisation salariale depuis 2020 à 11,10 % (article 1er du décret n° 2010-1749 du 30 décembre 2010 modifié), et du taux de contribution patronale à 35,01 % (article 1er du décret n° 2008-1328 du 15 décembre 2008).

Revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : les pensions de vieillesse, l'ASPA et les anciennes allocations du minimum vieillesse ont été revalorisées de 5,3 % (Instruction interministérielle DSS/3A/2023/189 du 28 novembre 2023).

Revalorisation au 1<sup>er</sup> avril 2024 : les pensions d'invalidité, l'allocation supplémentaire d'invalidité et la majoration spéciale tierce personne ont été revalorisées de 4,6 % (Instruction n° DSS/2A/2C/2024/42 du 20 mars 2024).

### **EVENEMENTS POST-CLOTURE**

Néant.

## **ANNEXE COMPTABLE : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **PRINCIPES GENERAUX**

- Le FSPOEIE se conforme aux dispositions du RNCOSS (Recueil des normes comptables pour les organismes de sécurité sociale) ; les comptes sont présentés selon cette norme (arrêté ministériel du 1er août 2022 publié au journal officiel du 28 août 2022).
- En application de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001, qui prévoyait un programme du compte d'affectation spéciale « Pensions » dédié aux pensions servies aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat, les comptes du FSPOEIE sont transmis à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) afin d'être intégrés dans les comptes de l'Etat.

### **REGLES ET METHODES ATTACHEES A CERTAINS POSTES**

#### **Cotisations**

Pour les établissements immatriculés dont la gestion de la paye est assurée par les trésoreries générales, les cotisations sont enregistrées en produits à partir d'états déclaratifs mensuels adressés par les trésoreries générales. Le recouvrement se fait mensuellement, et l'encaissement des cotisations est comptabilisé sur un compte de tiers jusqu'au traitement des déclarations de cotisations.

Pour les établissements immatriculés qui assurent la gestion de la paye, les cotisations sont enregistrées en produits à partir des déclarations de cotisations (DC) annuelles reçues en année N+1. Lors de la clôture des comptes, toutes les DC n'ayant pas été reçues, un pourcentage de répartition des cotisations salariales et patronales est appliqué, en prenant le pourcentage constaté l'année précédente.

#### **Financement du fonds : subvention**

En plus des cotisations, le financement du fonds est couvert par la subvention d'équilibre inscrite sur les programmes ministériels rémunérant des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

Cette subvention est versée par les ministères :

- en 2 versements distincts : 60 % avant le 18 janvier, 40 % avant le 16 juin
- à l'exception du ministère des Armées, pour lequel un ajustement des modalités de versement a été mis en place depuis 2018, compte tenu de la trajectoire prévisionnelle de trésorerie et des rendements négatifs sur les marchés financiers des placements à court terme jusqu'en 2023 : 10 versements/an sur la période 2018-2023, 4 versements par an entre janvier et juillet depuis 2024.

### Transfert de compensations entre régimes de sécurité sociale

Les acomptes perçus au titre de la compensation vieillesse généralisée pour un exercice donné N sont comptabilisés au cours de ce même exercice. Le montant définitif de la compensation est déterminé normalement dans le courant de l'exercice N+1.

Depuis 2006, les versements au titre de la compensation sont reçus directement par le fonds.

### Arrérages d'allocations supplémentaires

Les remboursements par le Fonds Spécial Vieillesse et la CNAMTS des allocations supplémentaires versées par le FSPOEIE au titre de l'exercice N s'effectuent sous la forme d'acomptes au cours de ce même exercice avec régularisation sur l'exercice N+1.

Les modalités de gestion ont fait l'objet de conventions signées entre le Fonds Spécial Vieillesse, la CNAMTS et la Caisse des dépôts agissant en tant que gestionnaire du FSPOEIE.

### Frais de gestion

La Caisse des dépôts, en tant que gestionnaire, met à la disposition du FSPOEIE des moyens en personnel, informatique, matériels, locaux. En contrepartie de ses prestations, la CDC perçoit une rémunération représentant le montant des frais engagés pour la gestion du fonds.

Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels fixés à partir des derniers frais de gestion connus ; le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des dépôts, est comptabilisé sur l'exercice suivant.

### Créances douteuses ou litigieuses et dépréciations des créances sur pensionnés

Le caractère douteux des créances sur pensionnés est retenu :

- Pour les créances précomptées sur pensions, lorsque la durée de recouvrement excède l'espérance de vie moyenne de la population française âgée de 60 ans (Femme 88 ans – Homme 84 ans, Source INSEE).
- Pour les créances faisant l'objet d'une procédure de recouvrement sur un tiers, lorsqu'un risque de non-recouvrement a été identifié.

Les règles de dépréciation sont les suivantes :

- Pour les dossiers précomptés sur pensions, la quote-part de la créance dont la durée de recouvrement excède l'espérance de vie à 60 ans (88 ans pour les femmes et 84 ans pour les hommes selon les dernières sources INSEE) est dépréciée à 100 %.
- Pour les dossiers non précomptés sur pensions, le provisionnement est déterminé selon les modalités suivantes :

| Ancienneté de la créance                    | Taux de provision                                |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Créances > 6 mois et ≤ à 12 mois            | Dépréciation à hauteur de 50 %.                  |
| Créances > 12 mois                          | Dépréciation à hauteur de 100 %.                 |
| Créances > 5 000 €                          | Taux de provision déterminé dossier par dossier. |
| Créances suivies par le service contentieux | Dépréciation forfaitaire à hauteur de 100 %      |

## ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE BILAN

### 1 : PRESTATAIRES ET FOURNISSEURS DEBITEURS

Les créances sur fournisseurs débiteurs correspondent à un avoir sur frais administratifs.

Les créances sur prestataires débiteurs sont constituées par des créances sur :

- des pensions indûment versées, correspondant principalement à des créances consécutives à l'application de règles de cumul, et précomptées sur les pensions,
- arrérages à recouvrer s/ex-bénéficiaires,
- retenues rétroactives.

|                                                           | 2024       |                  |                  |                | (en euros)<br>2023 |
|-----------------------------------------------------------|------------|------------------|------------------|----------------|--------------------|
|                                                           | Nombre     | Valeur brute     | Dépréciation     | Valeur nette   | Valeur nette       |
| <b>Fournisseurs débiteurs</b>                             | <b>1</b>   | <b>241 776</b>   | <b>0</b>         | <b>241 776</b> | <b>317 816</b>     |
| <b>Prestataires débiteurs</b>                             | <b>82</b>  | <b>368 350</b>   | <b>0</b>         | <b>368 350</b> | <b>388 655</b>     |
| Retenues rétroactives (précomptées)                       | 4          | 5 022            | 0                | 5 022          | 224                |
| Prestations indues                                        | 57         | 333 171          | 0                | 333 171        | 358 274            |
| <i>Pensions en cours</i>                                  | 37         | 294 448          | 0                | 294 448        | 308 873            |
| <i>Pensions annulées</i>                                  | 18         | 31 623           | 0                | 31 623         | 39 525             |
| <i>Pensions neutralisées</i>                              | 2          | 7 100            | 0                | 7 100          | 9 876              |
| Récupération sur successions                              | 1          | 30 157           | 0                | 30 157         | 30 157             |
| <b>Créances douteuses ou litigieuses sur prestataires</b> | <b>257</b> | <b>3 717 385</b> | <b>3 486 631</b> | <b>230 754</b> | <b>166 066</b>     |
| Retenues rétroactives                                     | 2          | 782              | 782              | 0              | 0                  |
| Prestations indues                                        | 255        | 3 716 603        | 3 485 849        | 230 754        | 166 066            |
| <i>Pensions en cours</i>                                  | 37         | 564 255          | 603 895          | (39 641)       | (38 284)           |
| <i>Pensions neutralisées</i>                              | 42         | 172 566          | 0                | 172 566        | 106 483            |
| <i>Pensions annulées</i>                                  | 176        | 2 979 783        | 2 881 954        | 97 829         | 97 867             |
| <b>Créances douteuses frauduleuses sur prestataires</b>   | <b>7</b>   | <b>379 554</b>   | <b>379 554</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>           |
| Prestations frauduleuses                                  | 7          | 379 554          | 379 554          | 0              | 0                  |
| <i>Pensions annulées</i>                                  | 7          | 379 554          | 379 554          | 0              | 0                  |
| <b>Total</b>                                              | <b>347</b> | <b>4 707 065</b> | <b>3 866 185</b> | <b>840 881</b> | <b>872 536</b>     |

**LES COMPTES ANNUELS**  
**ANNEXE COMPTABLE : LES NOTES**

**2 : CREANCES COTISANTS ET COMPTES RATTACHES**

|                                 | (en euros)     |                |
|---------------------------------|----------------|----------------|
|                                 | 2024           | 2023           |
| <b>Cotisations normales</b>     | <b>331 727</b> | <b>202 733</b> |
| Créances                        | 200 676        | 202 733        |
| Produits à recevoir             | 131 051        | 0              |
| <b>Cotisations Rétroactives</b> | <b>465</b>     | <b>2 573</b>   |
| Créances                        | 465            | 2 573          |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>332 191</b> | <b>205 305</b> |

Les créances sur cotisations normales s'élèvent à 0,3 M€ au 31 décembre 2024 et sont composées de cotisations anciennes qui concernent 78 ouvriers et de produits à recevoir.

**3 : CREANCES SUR ENTITES PUBLIQUES ET ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE**

Elles représentent uniquement au 31/12/2024 un produit à recevoir au titre de l'allocation supplémentaire d'invalidité pour 596 € et 3 M € au titre de la compensation généralisée.

**4 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES**

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de valeurs mobilières de placement se compose de Fonds Communs de Placement (FCP) pour une valeur au bilan de 71,7 M€ et de SICAV monétaires pour une valeur au bilan de 22 M€. Les disponibilités bancaires s'élèvent à 5,8 M€.

|                            | (en euros)                    |                          |                      |                               |                     |
|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------------|-------------------------------|---------------------|
|                            | Valeur au début de l'exercice | Opérations exercice 2024 |                      | Valeur à la fin de l'exercice | Moins-Value Latente |
|                            |                               | Achats (augmentations)   | Ventes (diminutions) |                               |                     |
| Fonds Communs de Placement | 46 519 803                    | 1 778 782 156            | 1 753 633 639        | 71 668 320                    | 0                   |
| Sicav monétaires           | 21 966 802                    | 0                        | 0                    | 21 966 802                    | 0                   |
| Compte bancaire            | 4 974 349                     |                          |                      | 5 794 408                     |                     |
| <b>Total</b>               | <b>73 460 953</b>             | <b>1 778 797 244</b>     | <b>1 753 648 727</b> | <b>99 429 529</b>             | <b>0</b>            |

Compte tenu de conditions de marché à nouveau favorables depuis fin 2022, le fonds a continué de placer la quasi-totalité de sa trésorerie en valeurs mobilières de placement.

Aucune provision pour dépréciation n'a été enregistrée au 31 décembre 2024.

**5 : VERSEMENTS DIRECTS AUX PRESTATAIRES**

Ils correspondent à des contrats annulés sur prestations pour 0,6 M€ et à des prestations revenues impayées pour 0,1 M€.

## **6 : PRESTATAIRES - CHARGES A PAYER**

Les charges à payer correspondent :

- aux rappels de pensions payés à l'échéance du 1<sup>er</sup> février 2025 ; ces rappels sont générés par la modification tardive du taux de salaire horaire à prendre en compte pour le calcul des pensions de décembre 2024.
- à l'écart entre l'estimation des pensions définitives non encore liquidées et le montant des avances versées.

(en euros)

|                                       | 2024             | 2023             |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Rappels estimés sur pensions          | 273 217          | 114 152          |
| Reliquats de pensions suite à avances | 2 098 387        | 1 797 880        |
| <b>Total</b>                          | <b>2 371 604</b> | <b>1 912 032</b> |

## **7 : COTISATIONS SOCIALES A REVERSER**

Les cotisations sociales à reverser à l'URSSAF, soit 12,5 M€, correspondent aux retenues précomptées sur les pensions de décembre (échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2025) au titre des cotisations sociales : sécurité sociale, contribution sociale généralisée, contribution au remboursement de la dette sociale, contribution de solidarité pour l'autonomie. A noter que les cotisations sociales font l'objet d'une déclaration automatique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 via les flux NEORAU PASRAU.

## **8 : DETTES SUR ENTITES PUBLIQUES ET ORGANISMES ET AUTRES REGIMES DE SECURITE SOCIALE**

Ce poste comprend :

- les dettes sur organismes de Sécurité Sociale pour 230 197 €, correspondant aux transferts de cotisations à l'IRCANTEC pour les ouvriers de l'Etat qui, ayant quitté le régime spécial sans droit à pension, doivent être rétablis dans leurs droits auprès de l'IRCANTEC.
- le montant dû au Fonds Spécial Vieillesse pour 8 708 €
- l'estimation pour 36 844 € du montant des prestations familiales dues à la CNAF au titre de l'exercice 2024, pour les retraités titulaires d'une pension qui résident dans les DOM.

## **9 : PRELEVEMENT A LA SOURCE**

Le montant de 5,7 M€ correspond au montant précompté sur les pensions de décembre 2024.

## **10 : AUTRES DETTES**

Ce poste est essentiellement composé d'arrérages non réclamés de moins de cinq ans pour 799 195 €.

Cela concerne 757 proratas dont la répartition par année est la suivante :

|         | 2020     | 2021      | 2022     | 2023      | 2024      | TOTAL            |
|---------|----------|-----------|----------|-----------|-----------|------------------|
| nombre  | 97       | 118       | 114      | 170       | 258       | <b>757</b>       |
| montant | 90 348 € | 117 944 € | 99 991 € | 149 807 € | 341 105 € | <b>799 195 €</b> |

## ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 11 : PRESTATIONS SOCIALES

(en euros)

| Nature de prestations   | Pension<br>vieillesse<br>droit direct<br>anticipée | Pension<br>vieillesse<br>droit direct<br>âge légal | Pension<br>vieillesse<br>droit dérivé | Pension<br>invalidité<br>droit<br>direct<br>anticipée | Pension<br>invalidité<br>droit direct<br>âge légal | Pension<br>invalidité<br>droit dérivé | Total                |
|-------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------|
| Pension principale      | 65 924 148                                         | 1 532 556 598                                      | 230 988 887                           | 6 442 539                                             | 55 186 936                                         | 66 813 139                            | 1 957 912 247        |
| Pension orphelin        |                                                    |                                                    | 1 767 876                             |                                                       |                                                    | 1 247 312                             | 3 015 187            |
| Majoration pour enfants | 1 860 430                                          | 44 093 428                                         | 9 849 607                             | 86 405                                                | 1 462 347                                          | 2 411 537                             | 59 763 754           |
| Majoration handicapés   | 70 423                                             | 181 914                                            |                                       |                                                       |                                                    |                                       | 252 337              |
| ASV+ASPA (1)            |                                                    | 5 830                                              | 15 048                                |                                                       |                                                    |                                       | 20 878               |
| ASI (2)                 |                                                    |                                                    |                                       | 1 597                                                 |                                                    | 22 999                                | 24 596               |
| Tierce personne         |                                                    |                                                    |                                       | 135 165                                               | 1 058 519                                          |                                       | 1 193 684            |
| <b>TOTAL</b>            | <b>67 855 000</b>                                  | <b>1 576 837 770</b>                               | <b>242 621 418</b>                    | <b>6 665 707</b>                                      | <b>57 707 802</b>                                  | <b>70 494 987</b>                     | <b>2 022 182 683</b> |

(1) ASV : allocation supplémentaire de vieillesse - ASPA : allocation de solidarité aux personnes âgées.

Les prestations servies s'élèvent à 2 022 M€ au 31/12/2024 contre 1 942 M€ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 4,1%.

Cette évolution s'explique par les revalorisations des pensions vieillesse et invalidité en 2024 (cf. *Faits caractéristiques*), par celles intervenues en cours d'année 2023 (+1,54% au 01/04/2023) et qui ont un effet plein sur 2024, et par l'évolution à la baisse du nombre de bénéficiaires de -2%.

### 12 : CHARGES TECHNIQUES

Elles se composent :

- des transferts entre organismes de sécurité sociale : transferts de cotisations au régime général de la Sécurité Sociale (664 895 €) et à l'IRCANTEC (-101 635 €) pour les ouvriers de l'Etat qui, ayant quitté le régime spécial sans droit à pension, doivent être rétablis dans leurs droits auprès de ces organismes.
- des prestations familiales attribuées aux allocataires du FSPOEIE résidant dans les DOM pour 36 844 €.
- de diverses charges techniques pour 32 751 €.

### 13 : DOTATIONS ET REPRISES SUR DEPRECIATIONS TECHNIQUES

(en euros)

|                        | Bilan                            | Compte de résultat           |                           | Bilan                            |
|------------------------|----------------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
|                        | Valeur au début<br>de l'exercice | Opérations exercice 2024     |                           | Valeur à la fin<br>de l'exercice |
|                        |                                  | Dotations<br>(augmentations) | Reprises<br>(diminutions) |                                  |
| Prestataires débiteurs | 3 715 162                        | 401 974                      | (250 951)                 | 3 866 185                        |
| <b>TOTAL</b>           | <b>3 715 162</b>                 | <b>401 974</b>               | <b>(250 951)</b>          | <b>3 866 185</b>                 |

La dépréciation des créances douteuses (3,9M€ au 31/12/2024) est en augmentation de 0,2 M€ et porte essentiellement sur des contrats annulés.

#### 14 : FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion comptabilisés durant l'exercice se décomposent comme suit :

|                                              | (en euros)       |                  |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                              | 2024             | 2023             |
| <b>Frais administratif CDC comptabilisés</b> | <b>6 310 391</b> | <b>5 743 812</b> |
| Au titre de l'année N                        | 6 480 775        |                  |
| Au titre de l'année N-1                      | -170 384         | 6 061 963        |
| Au titre de l'année N-2                      |                  | -318 151         |
| <b>Frais de banque et assimilés</b>          | <b>8 460</b>     | <b>5 167</b>     |
| Au titre de l'année N                        | 8 731            |                  |
| Au titre de l'année N-1                      | -271             | 5 398            |
| Au titre de l'année N-2                      |                  | -232             |
| <b>Frais de gestion</b>                      | <b>6 318 851</b> | <b>5 748 979</b> |

#### 15 : COTISATIONS ET PRODUITS AFFECTES

Le montant des cotisations est en baisse de -3,5 % en 2024 par rapport à 2023 qui s'explique par la baisse prévisionnelle de cotisants (16 297 en 2024, contre 17 144 en 2023), compensée par la revalorisation des traitements (cf. *Faits caractéristiques*).

#### 16 : TRANSFERTS ENTRE ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

|                                | (en euros)         |                   |
|--------------------------------|--------------------|-------------------|
|                                | 2024               | 2023              |
| Acompte au titre de l'exercice | 101 000 000        | 93 000 000        |
| Révision acomptes              | 1 297 651          |                   |
| <b>Total</b>                   | <b>102 297 651</b> | <b>93 000 000</b> |

#### Compensation généralisée (produits)

Les acomptes 2024 pour la compensation généralisée ont été fixés à 101 M€ par l'arrêté du 20/12/2024 paru au journal officiel du 27/12/2024.

La révision des acomptes porte sur les exercices 2023 à 2019 par les arrêtés du 17/02/2024 (paru au journal officiel du 18/02/2024) et du 20/12/2024 (paru au journal officiel du 27/12/2024).

#### Autres transferts

Ils correspondent essentiellement aux transferts de cotisations vieillesse de la Sécurité sociale (233 139 €) et de l'IRCANTEC (-234 524 €) par suite de la validation des services auxiliaires des agents affiliés au fonds.

**17 : CONTRIBUTIONS PUBLIQUES**

Elles correspondent au montant de la subvention de fonctionnement de l'Etat pour l'année 2024 détaillée dans le tableau ci-dessous. Cette subvention a été versée intégralement en 2024.

(en euros)

| MISSION                                                   | Montants             |                      |
|-----------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|                                                           | 2024                 | 2023                 |
| Administration générale et territoriale de l'Etat         | 25 316 968           | 23 417 245           |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales      | 576 179              | 504 121              |
| Défense                                                   | 1 370 398 774        | 1 302 324 052        |
| Ecologie, développement durable                           | 171 509 367          | 161 318 798          |
| Budget annexe "contrôle et exploitation aériens"          | 19 974 215           | 18 928 940           |
| Recherche et enseignement supérieur                       | 838 079              | 796 837              |
| Gestion des finances publiques et des ressources humaines | 45 308 644           | 43 582 095           |
| <b>Total</b>                                              | <b>1 633 922 226</b> | <b>1 550 872 088</b> |

**18 : RESULTAT FINANCIER**

Le résultat financier reste excédentaire en 2024 pour 18,9 M€.

### **III. CERTIFICATION DES COMPTES**

FORVIS MAZARS  
61, quai de Paludate  
33800 Bordeaux

FONDS SPECIAL DES PENSIONS DES OUVRIERS DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS  
DE L'ETAT (FSPOEIE)

6 place des Citernes – 33059 Bordeaux

Rapport d'audit du commissaire aux comptes de la Caisse des Dépôts et  
Consignations sur les comptes du FSPOEIE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations et en réponse à votre demande dans le cadre de l'audit des fonds dont la Caisse des Dépôts et Consignations assure la gestion, nous avons effectué un audit des comptes du FSPOEIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été établis et arrêtés sous la responsabilité de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière du FSPOEIE au 31 décembre 2024, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

Bordeaux, le 24 avril 2025

Le commissaire aux comptes,

Forvis Mazars SA

DocuSigned by:  
  
Julie MALLET

Associée